

RAPPORT ATLAS

**Le Maroc, puissance régionale : Défis, facteurs clefs de succès  
et options stratégiques à l'horizon 2040**

**Ecole de Guerre Economique- Campus de Rabat MSIE 4 (2021-2022)**

**Mme Fatima Zahra MOKHTARI**

**M. Nabil BOSAIRY**

**M. Aliou BADARA KONATE**

**M. Zakaria ABOUHALA**

## Table des matières

CHAPITRE I : ANALYSE PROSPECTIVE A 20 ANS DE LA NOTION DE PUISSANCE : .....	8
I. LES LEVIERS TRADITIONNELS DE LA PUISSANCE.....	8
1. <i>La puissance militaire</i> .....	8
2. <i>Le territoire</i> .....	10
3. <i>Les ressources naturelles : Possession et contrôle des ressources naturelles</i> .....	11
4. <i>Le facteur démographique, une composante majeure de la puissance</i> .....	13
5. <i>L'éducation, un levier essentiel de puissance</i> .....	14
II. LES NOUVEAUX LEVIERS DE PUISSANCE.....	14
1. <i>Puissance culturelle /soft power</i> .....	14
2. <i>La connaissance/économie de la connaissance</i> .....	17
CHAPITRE II : ANALYSE COMPAREE DES LEVIERS DE PUISSANCE AVEC CERTAINS PAYS 20	
I. LE MAROC DE HASSAN II : UNE MAIN EN FER DANS UN GANT DE VELOURS .....	20
1. <i>Flash-back historique à l'ère Hassan II</i> .....	20
2. <i>Un nouveau roi, un nouveau Maroc</i> .....	23
II. ANALYSE COMPAREE DU MAROC AVEC DES PUISSANCES REGIONALES .....	25
1. <i>Le Japon</i> .....	25
2. <i>La Turquie</i> :.....	33
3. <i>ISRAEL</i> :.....	42
4. <i>La Corée du Sud</i> .....	55
CHAPITRE III : ETAT DES LIEUX : FORCES ET FAIBLESSES DU MAROC.....	61
I. SPECIFICITES ECONOMIQUES .....	61
1. <i>Richesses halieutiques</i> .....	64
2. <i>Phosphate et minerais</i> .....	64
3. <i>Energie</i> .....	65
II. FRAGILITES AUXQUELLES FAIT FACE LE MAROC .....	66
1. <i>Contraintes de la natalité mondiale</i> .....	66
2. <i>Redistribution des cartes de l'économie mondiale</i> .....	66
3. <i>Le progrès à l'épreuve des nouveaux paradigmes</i> .....	67
4. <i>Montée de l'extrémisme</i> .....	67
5. <i>Paradigmes de gouvernance</i> .....	68
6. <i>Changement climatique et maladie</i> .....	68
7. <i>Sur le plan Régional</i> .....	68
8. <i>L'Europe</i> .....	69
9. <i>Analyse SWOT</i> .....	69
10. <i>Analyse PESTEL</i> .....	71

# Rapport ATLAS

CHAPITRE IV : SCENARII, ECHIQUIERS ET RECOMMANDATIONS .....	75
I. LES SCENARII .....	75
1. <i>Scénario catastrophe : Guerre avec l'Algérie</i> .....	75
2. <i>Scénario Favorable : Le Maroc pays émergent</i> .....	78
3. <i>Scénario très favorable : le Maroc puissance régionale à horizon 2040</i> .....	82
II. ECHIQUIERS : PRESENTATION ET ANALYSES .....	84
1. <i>Les Echiquiers : Présentation</i> .....	84
2. <i>Analyse des échiquiers</i> .....	87
III. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS .....	90
ANNEXES .....	92
ANNEXE1:.....	92
ANNEXE 2: .....	93

## *Le Maroc est un arbre dont les racines sont en Afrique mais dont les fruits poussent en Europe<sup>1</sup>.*

### INTRODUCTION

Le statut de puissance est devenu de plus en plus prisé par les nations, elles déploient, à cet effet, des stratégies de plus en plus agressives sur plusieurs niveaux, à savoir, politique, économique et social, tout en activant des diplomaties d'influence aux services des intérêts économiques.

Le Maroc, par ses atouts géopolitiques, géostratégiques et géographiques, son nouveau modèle de développement, sa diplomatie dynamique et le leadership de son souverain, aspire à devenir une vraie puissance régionale et inscrit ses actions dans cette perspective.

L'étude réalisée nous a permis de jouir de plusieurs clés de lecture à même de nous permettre d'analyser la situation du Maroc dans son environnement interne et externe, afin de faire valoir cette ambition, sa faisabilité, ses défis et ses contraintes et les opportunités que le Maroc pourrait saisir dans le contexte actuel pour assurer un futur prospère et une hégémonie régionale.

#### **Problématique :**

#### **Effet final recherché :**

Cette étude doit permettre d'identifier les principaux leviers pour permettre au Maroc d'être une puissance régionale à l'horizon 2040.

Pour produire l'effet recherché, l'équipe va devoir atteindre les objectifs intermédiaires suivants :

- L'analyse de la notion de puissance et son évolution ces derniers siècles, sa perception au niveau régional ainsi que sa qualification actuelle ;
- L'étude des forces et des faiblesses du Maroc dans les contextes géopolitiques, économiques, militaires et diplomatiques ;

---

<sup>1</sup>Feu Sa Majesté Hassan II

- L'établissement des grilles de lectures relatives à la notion de guerre économique, en se basant sur une analyse comparée des puissances régionales
- Définition des principaux leviers de réussite de la stratégie du Maroc en matière de puissance régionale
- L'établissement de recommandations stratégiques
- Proposition des différentes perspectives et des différents scénarii de déploiement

### **Méthodologie :**

Le traitement du sujet s'est déroulé en quatre étapes chronologiques qui sont les suivantes :

#### **La première étape : Présentation du périmètre de l'étude**

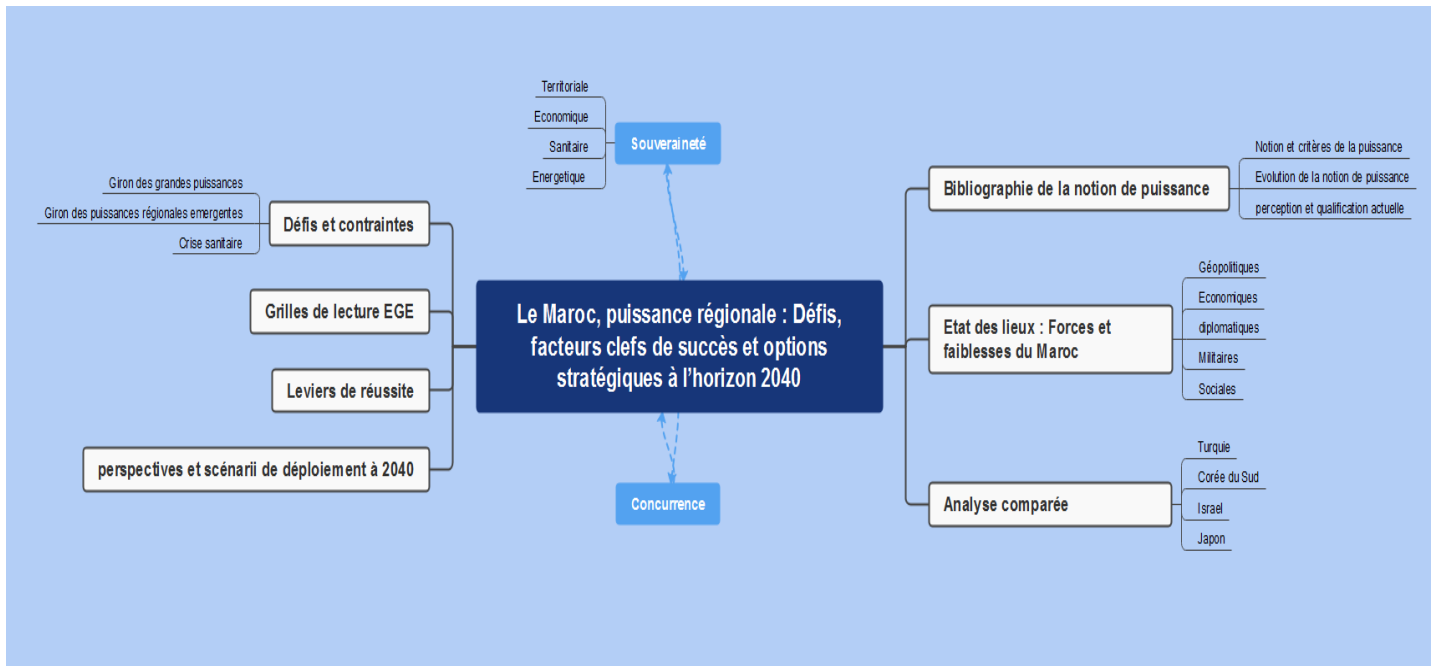
Le périmètre géographique :

- Continental africain au vu de l'ancrage africain du royaume ;
- Méditerranéen en particulier le sud de l'Europe ;
- Atlantique pour son importante façade maritime ;
- Moyen Orient tenant compte de l'ADN arabo-musulman du Maroc

Le périmètre temporel :

- L'horizon temporel à l'horizon 2040

Le périmètre informationnel représenté à travers la carte heuristique comme suite :



## La deuxième étape : la veille stratégique, le sourcing et l'OSINT

L'équipe du projet s'est appuyé sur les enseignements en matière de veille et de recherche documentaire traités durant la formation, afin de puiser l'information portant sur le sujet de puissance et d'analyse comparée, en ayant recours aux sources ouvertes, les plus fiables possible, dans l'objectif d'apporter une analyse de qualité.

## La troisième étape : L'analyse de l'information collectée et la réalisation d'entretiens avec des personnalités marocaines et étrangères

L'exercice d'analyse a été fait selon la répartition des tâches sur les membres du groupe, c'est à dire que chaque membre s'est penché sur sa partie afin d'approfondir la réflexion et tirer les éléments à même de mieux appréhender le sujet et permettre une meilleure compréhension des différents enjeux de la thématique, objet de l'étude.

S'en est suivi un croisement des différents éléments, dans l'objectif d'affiner l'analyse, d'apporter les éclairages nécessaires et le partage de l'information et des perceptions, constats, analyses pour que les différentes pièces du puzzle puissent se constituer, le tout lors des réunions de l'équipe, sous la supervision et avec les orientations du coach.

## La quatrième étape : La rédaction du rapport final et sa synthèse dans la présentation objet de support de la soutenance

## Rapport ATLAS

Le rapport final est le fruit de toute la réflexion menée par l'équipe du projet, durant lequel un travail de synthèse et de consolidation sera fait pour le présenter à la fin de la formation.

## Chapitre I : Analyse prospective à 20 ans de la notion de puissance :

**Puissance régionale : Définition, évolution et principaux leviers de la puissance des Etats ainsi que sa perception et sa qualification actuelle**

### Introduction :

Plusieurs facteurs contribuent à la puissance des Etats, tant sur la scène internationale que sur la scène régionale. La puissance repose traditionnellement sur la puissance militaire/ le hard power, la puissance économique, la population, le territoire et les ressources naturelles. Toutefois, depuis quelques années la notion de la puissance s'est considérablement enrichie et raffinée. En effet, avec la mondialisation qui « n'a cessé de changer de visage » et l'émergence de nouvelles formes de guerre (guerre de l'information, guerre économique, guerre électronique terrorisme, ...), les facteurs de puissance ont radicalement changés : de nouveaux facteurs de puissance sont apparus. Ces nouveaux leviers portent sur la puissance culturelle/soft power, la connaissance/économie. Ces leviers constituent de nos jours, les facteurs clé de succès de la stratégie de puissance et expliquent les différences entre des Etats.

## I. Les leviers traditionnels de la puissance

### 1. La puissance militaire

La puissance militaire, dite aussi hard power, est l'un des principaux fondements de la puissance. A travers l'histoire, les Etats puissants se sont appuyés sur leur armée pour assurer leur sécurité et contrôler leur territoire. Elle permet à l'Etat d'assurer sa propre souveraineté et, même, de l'étendre. Pendant longtemps, elle a constitué un élément déterminant de puissance. C'est un des instruments/moyens qui permet à un Etat, grâce à la force de ses armées, d'imposer sa volonté aux autres et de s'imposer sur l'échiquier régional et mondial.

La puissance militaire s'est diversifiée de plus en plus et ce depuis des siècles. A l'origine, elle se composait seulement de l'armée de Terre, puis elle s'est diversifiée par la suite pour englober la Marine. A partir du XXème siècle est né l'armée de l'air. L'espace constitue également une évolution récente ou un autre segment qui contribue à la montée en puissance des Etats.



La puissance militaire repose sur l'Homme et le matériel et elle n'a cessé de subir des mutations profondes : elle se construit non pas seulement grâce aux soldats et au budget alloué pour la défense des Etats, mais aussi grâce aux technologies et aux matériels utilisés.

Tous ces outils renforcent la puissance militaire des Etats, et donc de disposer des capacités de négociation.

La puissance militaire permet de garantir la sécurité de l'Etat, de sa population et de l'inviolabilité de son territoire. Elle constitue un moteur de guerre. Mais, elle ne veut pas dire, « nécessairement » la guerre. C'est un moyen de garantir la sécurité de l'Etat, de sa population et de l'inviolabilité de son territoire. Enfin, la puissance militaire est un acteur de paix.

Global Firepower, qui détermine la puissance militaire en utilisant un indice qui prend en compte « 50 indicateurs »<sup>2</sup> variables relatifs à des domaines différents (: budget alloué à l'armée, nombre de soldats et équipement militaire, la stabilité économique et les ressources naturelle) classe les Etats-Unis en tant que première puissance.

Selon le même indice, la Chine occupe la deuxième place alors qu'elle dispose d'environ 2 millions de soldats actifs ; la Russie est classée troisième et emploie 850.000 mille de personnels actifs<sup>3</sup>.

Le trait majeur de la puissance militaire, aujourd'hui, est marqué par l'accès au nucléaire (militaire), arme destructive.

Elle est détenue uniquement par l'Etat et elle est subordonnée aux autorités politiques. Toutefois, de nos jours, le domaine militaire est marqué par l'émergence des sociétés militaires privées. Considérées comme étant un tabou jusqu'à une date récente, ces sociétés ont connu un essor exponentiel, depuis la fin de la guerre froide et notamment depuis les années 1990, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, en Afrique du Sud et en Israël. Ces sociétés interviennent dans de nombreux domaines : opérations de combat de première ligne, conseil et entraînement des forces armées des Etats, renseignement, logistique et maintenance.

---

<sup>2</sup>Tristan Gaudiaut-Data Journalist « Statista - Portail mondial de statistiques et données de marché

<sup>3</sup>Le Maroc, après avoir gagné trois places dans le classement 2021 du Global Firepower Index en occupant la 53e position, il est classé 55ème mondial en 2022, et ce sur 140 pays.

## 2. Le territoire

En géopolitique, le territoire est une notion dont l'usage s'est généralisé au XVIIIème siècle. Il constitue un facteur qui permet de qualifier un Etat de puissance. Il peut même être le fondement de la puissance de certains Etats : on peut même dire qu'il y a une corrélation étroite entre la superficie et la puissance. Ainsi, les Etats ayant de petites superficies jouent les seconds rôles.

Le territoire, comme l'a défini Maryvonne Le Berre, est «la portion de la surface terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux. C'est une entité spatiale, le lieu de vie du groupe, indissociable de ce dernier »<sup>4</sup>.

Le territoire est donc une étendue de la surface terrestre qui permet l'expression du pouvoir d'un groupe social. Appropriée par le groupe social sur le plan économique, idéologique et politique, le territoire lie l'homme à sa terre. Plusieurs disciplines se sont intéressées à la notion de territoire : la géographie, l'ethnologie, la psychologie, la sociologie et l'anthropologie. Selon les ethnologues, les sociologues et les géographes les humains organisent l'espace dans lequel ils vivent, en entretenant des relations avec leur milieu. Les psychologues mettent l'accent sur la relation entre la collectivité humaine et l'environnement social. Quant aux anthropologues, ils s'intéressent aux pratiques sociales qui sont à l'origine de l'organisation territoriale des sociétés.

Les différents éléments de la nature qui composent le territoire constituent des atouts et offrent des ressources tant pour vivre que pour se développer. Ainsi, la superficie, la richesse des paysages et la variété du climat sont favorables à l'agriculture. L'ouverture aux mers et océans est également un atout dans la mesure où elle donne un vaste accès à des produits et des matières premières ainsi qu'à des ressources énergétiques de plus en plus convoitées. Les autres éléments qui composent le territoire, à savoir les fleuves, les épaisses forêts, le relief, les montagnes (et la mer) sont porteurs de vie et de civilisation, mais aussi ils protègent contre les invasions : le territoire peut donc secourir la population contre leurs ennemis.

Espace géographique et chapitre important du droit, le territoire est un véritable sujet de l'action politique. Il est intimement lié à l'Etat. L'espace (notamment l'espace national) ne peut pas exister sans l'Etat et vice versa.

---

<sup>4</sup> Maryvonne LE BERRE, « Territoires », Dans Antoine BAILLY, Robert FERRAS, Denise PUMAIN (dir.), Encyclopédie de géographie, Paris, Economica, 1995.

En plus du territoire national, certains Etats possèdent des territoires à l'extérieur. Ces territoires sont composés d'îles et d'îlots et constituent un avantage dans la mesure où ils contribuent à l'essor économique de ces Etats (la mer, les ports, ...) facilitent leur connectivité). Ces territoires d'outre-mer constituent un facteur de puissance, notamment sur le plan maritime.

Par ailleurs, certains territoires accueillent des lieux de pouvoir et de commandement tels que les institutions internationales, les pôles d'innovation technologique ainsi que les centres de recherche scientifique, ce qui contribue au rayonnement de ces territoires.

### **3. Les ressources naturelles : Possession et contrôle des ressources naturelles**

Le sol, le sous-sol et la mer regorgent de matières premières (minerais, énergie, eau, forêts, pétrole, métaux, plantes, bétail (sur le plan agricole), .... Ces ressources naturelles sont inégalement réparties. Elles sont à l'origine de la richesse de certains territoires et leur confèrent plus de pouvoirs politiques.

Par ailleurs, les territoires qui sont riches en matières premières sont au centre de plusieurs convoitises. En effet, ils suscitent, des tensions et peuvent déboucher, parfois, sur des guerres. Il s'en suit des répercussions néfastes sur la paix et la stabilité dans le monde. Leur contrôle constitue donc un enjeu géopolitique et géoéconomique majeur.

Parmi les ressources naturelles stratégiques figurent l'eau, le pétrole et l'agriculture. Appelée par certains l'or bleu, l'eau, ressource naturelle vitale, est devenue, dans un contexte marqué par l'épuisement des réserves, une source de conflits : elle est la principale source d'affrontement au Proche-Orient, notamment (à titre d'exemple) entre le Liban et Israël et à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Ainsi, dans de nombreuses régions du monde, les conflits autour de l'eau risquent de dégénérer en guerre. Cela est d'autant plus important que depuis, notamment, 2009 l'humanité est confrontée à une pénurie d'eau. Seulement 0,7 % des ressources en eau douce est disponible et 70 pour cent de l'eau destinée à la consommation disponible se trouve dans les glaces de l'Antarctique.

De même, le pétrole devient une ressource stratégique essentielle, notamment depuis la découverte du kérosène et du moteur à explosion : depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie mondiale devient dépendante vis-à-vis du pétrole. C'est une matière première, mais également la première source d'énergie. Pour certains spécialistes, le plus puissant de la terre est celui qui maîtrise le pétrole. Selon cette vision, le pétrole constitue donc un attribut de puissance absolu. Certains Etats brandissent le pétrole pour réaffirmer leur légitimité et asseoir leur puissance. Ainsi, le Nigeria, un des principaux producteurs du pétrole en Afrique depuis 1979, utilise cette ressource pour peser à l'étranger tant sur le plan diplomatique qu'au niveau géopolitique. Aussi, le pétrole est un moyen qui permet à des pays producteurs de nouer des alliances stratégiques. Mais, parfois, il explique certains affrontements majeurs et entraîne des guerres. Il est également décisif en cas de guerre : c'est le cas l'Allemagne et du Japon qui, pendant la première et la seconde guerre mondiale, ont perdu la guerre, à cause, en partie, des pénuries de pétrole dont ils souffraient. Enfin, en dehors des luttes idéologiques, le facteur pétrolier explique également certaines rivalités de puissance entre les Etats-Unis et la Russie. Selon des spécialistes, certaines puissances pourraient, même, recourir à la force armée pour s'emparer de certains gisements pétroliers.

L'agriculture, ressources naturelles, mais également utilisateur principal des autres ressources naturelles, est devenu un instrument de puissance des Etats. Elle participe directement à l'économie des grandes puissances et assure leur sécurité alimentaire. Ce sont les céréales qui constituent une des principales filières du secteur agricole et le pilier essentiel de l'économie. En effet, les céréales et les plantes qu'elles regroupent (blé, maïs, orge, riz, ...) constituent les principales sources d'alimentation et des denrées stratégiques. Les céréales et les autres produits agricoles participent directement à l'économie mondiale et deviennent un instrument de la puissance de certains Etats : Europe (première puissance agricole mondiale) et ses principaux concurrents, à savoir les Etats Unis (troisième puissance agricole, premier exportateur et deuxième importateur mondial) et la Russie (puissance céréalière).

Il faut préciser que même si l'Afrique est dotée de ressources naturelles et dispose de réserves importantes par rapport aux réserves mondiales, ce continent n'a pas émergé, en tant que puissance économique. Au contraire, les ressources naturelles du continent africain sont, parfois, source de conflictualité : la majorité des conflits armés qui secouaient le monde ont eu lieu en Afrique. Aussi, elles sont, objets de toutes les convoitises.

Les ressources naturelles permettent l'enrichissement des Etats et leur confèrent plus de pouvoirs politiques. Ainsi, les ressources naturelles, notamment leur possession et leur contrôle constituent un vecteur de puissance.

Au-delà des facteurs traditionnels, la puissance repose aussi sur de nouveaux leviers.

#### **4. Le facteur démographique, une composante majeure de la puissance.**

La population contribue à l'essor des Etats. De nombreux théoriciens et praticiens voient dans le facteur démographique un stimulant indispensable au développement économique. L'histoire a déjà montré qu'il y a une relation entre démographie et puissance.

Toutefois, au 18<sup>ème</sup> siècle l'Thomas Robert Malthus l'économiste britannique de l'école classique a, dans son « Essai sur le principe de population » de 1798, mis en avant l'impact négatif de la croissance démographique : la population croît selon une progression géométrique alors que les ressources ou les moyens de subsistance augmentent selon une progression arithmétique. Malgré la doctrine néo-malthusienne qui a donné lieu à un débat sur la croissance démographique, des économistes, des démographes, des sociologues,...sont favorables à la croissance démographique. C'est ainsi que le philosophe et l'économiste physiocrate écrivait « Il n'est de richesse que d'hommes ».

Aujourd'hui, l'accroissement de la population est considérable. En effet, selon les rapports de l'ONU, en 2050 la population mondiale devrait être d'environ 10 milliards et vivrait dans des régions et communes sous influence urbaine (alors qu'en 1950 plus des deux tiers, soit 70% de la population mondiale vivait en milieu rural). Cet accroissement démographique nécessite, certes, des adaptations et des actions à entreprendre dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale, de la création des emplois et présente aussi des effets négatifs sur l'environnement, les ressources, l'urbanisation et les retraites (la croissance démographique soulève la viabilité financière des systèmes de retrait). Mais il offre, en même temps, des possibilités de croissance économique et des gains de productivité. D'autant plus que le monde doit face aujourd'hui à un nouveau défi social et économique : le vieillissement de la population. Ce phénomène, qui caractérise notamment les pays développés, est dû à la baisse de la fécondité et se traduit par l'augmentation des personnes au-delà de l'âge de la retraite et la diminution des personnes en âge de travailler. Le vieillissement a également des

répercussions néfastes sur le marché du travail. Face à cette situation, ces pays recourent aux flux migratoires. A cela s'ajoute un autre phénomène, celui de la migration internationale. En effet, en 2020, le nombre de migrants internationaux dans le monde s'élève à 281 millions.

La croissance démographique n'est pas répudiable à la croissance économique et au développement. Ainsi, la croissance démographique de la Chine et l'Inde a contribué à leur ascension. De même, l'accroissement naturel ainsi que l'immigration qualifiée ont permis aux Etats Unis de disposer d'un avantage comparatif.

Ainsi, le facteur démographique que ce soit en termes de nombre ou de capital humain constitue une base de puissance.

### **5. L'éducation, un levier essentiel de puissance**

L'éducation constitue le fondement de la puissance. Elle est à la base du développement des nations et favorise l'innovation et la productivité. En effet, l'éducation joue un rôle important dans l'accumulation du capital humain et stimule l'innovation et la productivité.

L'éducation joue également un rôle crucial dans le progrès technique et la croissance économique. Elle a, en outre, des effets sur l'éradication de la pauvreté, l'augmentation et l'égalité sociale et crée des opportunités d'emploi.

Au Maroc la qualité de l'éducation est faible. L'objectif dans les prochaines années est d'améliorer la qualité de son système éducatif. Ainsi, pour améliorer la compétitivité de son économie, suivre le rythme rapide des changements sociaux, politiques, et démographiques, le Maroc doit réformer les structures de ses systèmes d'éducation et de formation.

## **II. Les nouveaux leviers de puissance**

### **1. Puissance culturelle /soft power**

Qualifiée, de nos jours, par les politologues de Harvard de « le pouvoir doux »<sup>5</sup>, l'action culturelle est un moyen qui est utilisé par les Etats pour entendre leur voix dans le concert des nations. Elle constitue un véritable facteur de

---

<sup>5</sup>Laurence Saint-Gilles, « La culture comme levier de la puissance : le cas de la politique culturelle de la France aux États-Unis pendant la guerre froide », Dans Histoire, économie & société 2009/4 (28e année), pages 97 à 109

propagande et de pénétration intellectuelle. C'est aussi un des moyens les plus efficaces de l'action de l'Etat à l'étranger.

Elle permet de véhiculer l'image du pays et de s'informer sur ses réalités. Par ailleurs, depuis les années 1980, plusieurs auteurs en économie et en sociologie considèrent la culture comme étant l'un des piliers fondamentaux du développement. En outre, pendant les années 1990 et 2000 l'UNESCO et d'autres institutions internationales mettent l'accent sur le rôle que peut jouer la culture dans la promotion du développement durable

Des puissances sont dotées des structures à vocation culturelle au sein du ministère des Affaires Étrangères. En effet, de nos jours la culture est considéré comme étant l'un des grands outils de la diplomatie. En effet, les Etats misent sur le rayonnement de leur culture pour atteindre des résultats que l'on peut aussi atteindre traditionnellement par la force.

En fait, la puissance culturelle est ancienne. Elle remonte à l'époque de l'Empire romain (romanisation des peuples) (antérieurement la civilisation grecque) et de l'Empire britannique (la montée en puissance de l'anglais qui est devenu la langue de référence).

L'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) a, dans sa déclaration à Mexico sur les politiques culturelles de 1982, définit la culture au sens large comme étant : " l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société et un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances."<sup>6</sup>

Traditionnellement, la puissance culturelle utilise la culture et la langue comme vecteur d'influence. Il s'agit pour certains Etats de diffuser leur langue et leur culture aux autres nations, et ce pour consolider leur position internationale. En effet, la langue n'est pas un simple outil de communication, c'est aussi un moyen d'influence intellectuel. En diffusant sa langue et sa culture, l'Etat peut avoir une personnalité linguistique et culturelle, et concurrencer ainsi d'autres puissances. C'est aussi un moyen pour de diffuser la « pensée » et d'exporter les idées.

Etant donné son rôle dans la promotion de l'image du pays à l'étranger et dans le monde, certaines puissances ont créé un des structures administratives

---

<sup>6</sup>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture -Institut de statistique de l'UNESCO Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles 2009, p 9



(institutions publiques...) chargées de répandre leur culture à l'étranger. Ainsi, des Etats octroient au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération le soin de promouvoir leur culture : ce ministère est doté de postes diplomatiques à l'étranger disposant de services culturels, lesquels services peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion des références intellectuelles du pays, notamment dans les pays ayant une position dominante dans les affaires mondiales.

Certains Etats ont créé également des institutions et établissements dédiés à la culture : création l'Office of International Information and Cultural Affairs aux USA (les USA portent haut le flambeau de la civilisation de leurs alliés anglo-saxons et des pays occidentaux), l'agence Cultures France en France, le British Council en Grande-Bretagne, ... Ces instances permettent, certes, de fédérer les populations et de surmonter les obstacles à la paix, mais aussi de dominer les autres Etats à travers la diffusion des messages et l'art. Ces Etats créent aussi un réseau d'écoles, d'instituts ou des associations (à l'étranger).

A cela il faut ajouter le pouvoir d'attraction et le rôle du cinéma. En effet, le cinéma est devenu, de nos jours, un instrument du soft power des Etats. Au-delà des visées financières et économiques, le cinéma est un moyen pour renforcer les identités et conquérir la planète, notamment à travers les valeurs et la culture. Ainsi, Grace aux studios de Hollywood, qui a été édifié en 1914 à Los Angeles en Californie et de Bollywood basé Mumbai (ayant remplacé Bombay), les Etats Unis et l'Inde sont devenus des nations cinématographiques. Le cinéma est donc devenu un instrument du soft power pour ces pays et un levier de puissance économique mais aussi culturelle. L'industrie cinématographique dans ces pays contribue également à la création du National Branding : passage du soft power au Nation Branding.

En outre, les Etats Unis ont créé la culture de masse et de l'image. Cette culture se manifeste à travers McDonald's dans le secteur alimentaire et les jeans Levi Strauss et Nike dans le domaine vestimentaire.

Les produits culturels des Etats-Unis dominent donc le marché mondial, notamment dans le domaine de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel. C'est ainsi qu'ils proclament la libéralisation et la dérégulation du marché mondial des industries culturelles, que ce soit dans le cadre du GATT ou bien de l'OMC ou de l'UNESCO avant d'avoir quitté cette organisation internationale en 1984 ou après y avoir adhéré à nouveau à l'UNESCO en 2003.

Dans une moindre mesure, la Chine, à travers, ses arts martiaux et ses philosophes, exerce une influence sur le reste du monde.



Quant à la France, en plus de sa langue (française) enseignée dans de nombreux établissements et universités à l'étranger et de son rayonnement dans le domaine diplomatique, sa gastronomie qui est inscrite par l'UNESCO depuis le 16 novembre 2010 dans le Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité contribue à la promotion de sa culture dans le monde.

Développé par l'américain Joseph Nye aux États-Unis vers 1990, le concept de soft power permet à l'Etat et à toute autre organisation (publique ou privée) et même à un individu d'utiliser des moyens/ ressources pacifiques (au lieu des outils du «hard power») tels que la culture, les valeurs, l'éducation, le modèle politico-économique et la (diplomatie) politique étrangère pour convaincre et influencer les relations internationales. Ainsi, la culture constitue un élément central des stratégies de soft power.

## **2. La connaissance/économie de la connaissance**

Il existe une relation étroite entre connaissance et la civilisation. La connaissance a même joué un rôle important dans le développement des grandes civilisations. Du papier au logiciel (où les découvertes ne cessent de s'accumuler), en passant par l'imprimerie, la machine à vapeur, le pétrole, la connaissance est la source de toutes ces découvertes.

La connaissance est également un outil de pouvoir. C'est ainsi que le scientifique, philosophe et homme d'État anglais né le 22 janvier 1561 à Londres et mort en 1626, Francis Bacon affirmait en 1597 que «Le vrai pouvoir, c'est la connaissance»<sup>7</sup>.

Celle-ci est fondée sur des investissements colossaux dans la recherche et le développement dans les domaines de science, technologie, information, nucléaire, économie et santé.

Même si elle a différentes interprétations, la connaissance repose, en général, sur la connaissance scientifique. La connaissance est produite grâce à la ressource cognitive. Elle confère aux Etats des avantages décisifs. Elle permet de générer des gains de productivité, constitue la clé de la croissance et contribue aux transformations économiques et sociales. Elle est également une source d'innovation.

Ainsi, pour accéder au statut de puissance, les Etats doivent mettre en place une stratégie de développement axé sur la connaissance.

---

<sup>7</sup>Gestion de la connaissance : Le Knowledge management, Alain Fernandez, 23 septembre 2021

En effet, Dans ce nouveau contexte marqué par la globalisation poussée des marchés, la clé de la compétitivité des Etats et des entreprises dépend des facteurs de production traditionnels que sont le travail et le capital, mais aussi et surtout du savoir et de la connaissance. En effet, l'investissement immatériel est devenu, aujourd'hui, de plus en plus important, voir incontournable dans la croissance de demain. Les logiciels et les autres technologies de l'information et de la communication (ces dernières contribuent au développement de la connaissance produite grâce à la circulation et la transmission des données) doivent acquérir beaucoup plus que par le passé une importance grandissante : Comme le disait Steve Jobs « le logiciel est le pétrole de demain »<sup>8</sup>. La mondialisation aiderait beaucoup cette logique. Enfin, certains Etats exercent leur influence en créant des think tanks.

Il faut souligner que les Etats Unis et la Chine concentrent une grande partie des dépenses mondiales consacrées à la recherche et au développement, dépassant, ainsi, l'Allemagne, le Japon et la France. D'après les spécialistes, la Chine sera le leader international de l'innovation à l'horizon 2030. Précisons tout de même que, de nos jours, des pays émergents (Inde, Singapour, Corée du Sud) se sont dotés de stratégies visant à mettre en place une économie de la connaissance en investissant dans la recherche scientifique et en développant une politique d'éducation ambitieuse.

Par ailleurs, la diaspora de certains pays tels que la Chine et l'Inde qui est estimée à des millions dans le monde (la diaspora chinoise est estimée à 10,7 millions d'individu et celle Indienne à 17,5 millions d'individus) joue un rôle important dans le développement du pays d'origine. En effet, même si ces diasporas vivent loin de leur pays d'origine, parfois à des milliers de kilomètres, elles sont dynamiques, conservent des liens avec leur pays de provenance et contribuent fortement au transfert de connaissances et à l'économie de leur pays.

Il faut ajouter que, de nos jours, la transmission des connaissances se fait également à travers les clusters. Ces derniers constituent les instruments privilégiés de transmission des connaissances, notamment au niveau local. Ce sont de puissants outils d'intervention utilisés par les Etats pour aménager le territoire, encourager l'innovation et assurer le développement local, et ce grâce à la mise en commun des ressources et à la complémentarité entre les acteurs du territoire (collectivités territoriales, services de l'Etat, entreprises, universités, laboratoires, chambre de commerce et associations professionnelles, services

---

<sup>8</sup>Discussion autour de l'ouvrage de Geneviève -17/5/2016, Fondation pour l'innovation politique – fondalop.org

consulaires, ...). Dans ce contexte, le territoire est perçu comme un système organisé d'échange d'informations. L'intelligence territoriale permet d'encourager les dynamiques locales, par le développement des activités et des emplois et donc la richesse des territoires par la création des réseaux.

Un des clusters innovants est la Silicon Valley aux Etats Unis. Regroupant des entreprises de haute technologie, elle constitue le meilleur exemple de cluster. Hormis Amazon et Microsoft basées à Seattle. Les trois autres géants du GAFAM, à savoir Google (alphabet), Apple, Facebook (Meta) sont installées à Silicon Valley.

Les clusters constituent donc de véritables lieux de puissance, voir des leviers de puissance des Etats.

## Chapitre II : Analyse comparée des leviers de puissance avec certains pays

Afin de mieux évaluer les enjeux de puissance, une analyse comparée des ses leviers pour certains pays s'avère nécessaire.

Le choix des pays se base sur plusieurs critères, à savoir l'histoire, la géographie, le mode de gouvernance, les politiques économiques et sociales ainsi que les mesures face aux évolutions de l'ordre mondial, sans omettre l'aire de puissance ou du moins celle où sont orientées les actions d'influence du Maroc. Ainsi, le choix a porté sur les pays suivants :

- Le Japon
- La Turquie
- La Corée du Sud
- Israël

Mais avant d'aborder l'analyse comparée, il est jugé intéressant de présenter un bref flashback de l'histoire du Maroc, depuis l'indépendance, en mettant en exergue les principales étapes décisives, qui ont façonné l'histoire moderne de ce pays, mais également qui ont contribué à son devenir actuel.

### I. Le Maroc de Hassan II : Une main en fer dans un gant de velours

Le Maroc est considéré comme l'un des plus vieux Etats au monde, avec une monarchie constituée depuis le VIIIème siècle. En effet, de tous les États musulmans actuels, le Maroc est l'un des très rares à avoir préservé son indépendance pendant plus d'un millénaire.

#### 1. Flash-back historique à l'ère Hassan II

L'histoire contemporaine est par ailleurs marquée par une période de protectorat français, qui a pris officiellement fin le 02 mars 1956, date à laquelle le Maroc recouvre son indépendance, après quarante-quatre années de protectorat. De 1956 à 1961, Mohammed V restaure ainsi la puissance de son trône, rendant possible le règne de son fils Hassan II (1961-1999), qui consolide l'intégrité territoriale du pays. A noter que la date du 2 mars 1965 correspond plutôt à l'abrogation du protectorat entre le Maroc et le France, à travers sa signature par le ministre des Affaires étrangères français Christian Pineau et le représentant du Maroc Si Bekkaï, au Quai d'Orsay.

Selon l'histoire officielle marocaine, le 18 novembre 1955, Mohammed V a déclaré l'indépendance du Maroc, après l'avoir signée avec le président du Conseil français Antoine Pinay, toutefois, la date du 18 novembre est en fait celle de l'intronisation de Mohammed V, en 1927. A la même date en 1955, Mohammed V en commémorant son début de règne a, dans un discours, annoncé des négociations avec la France en vue de mettre fin au protectorat. La date est donc devenue de manière officielle l'anniversaire de l'indépendance du Maroc.

Le 3 mars 1961, Hassan II accède au trône après la mort de son père, le roi Mohammed V le 26 février de la même année. Le règne du roi Hassan II a connu l'instauration des bases d'un état moderne, avec l'adoption en 1962 de la première Constitution par référendum le 7 décembre, mais également une série d'événements, tels que la guerre des sables avec l'Algérie en 1963, les deux Tentatives de coup d'Etat une au palais de Skhrirat en 1971 et l'autre militaire en 1972, plusieurs mouvements socialistes guidés soit par les partis politiques soit par les syndicats, ainsi que l'adoption de la 3ème constitution en 1972.

L'intégrité territoriale marocaine, en particulier la question du Sahara, constitue un élément central dans la politique de l'Etat après l'indépendance. Ladite question connaît toujours des tractations et des rapports de force entre les Etats voisins, ce qui marque clairement les décisions politiques et diplomatiques du royaume chérifien.

En effet, l'année 1973 a connu la création du Front Polisario (Front populaire pour la libération de la Saguia El-Hamra et du Río de Oro) au Sahara marocain. En août de la même année, le Maroc récupère la totalité des terres colonisées.

Une année après, la revendication marocaine pour le Sahara marocain est portée devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, ce qui déclare au grand jour une crise entre l'Algérie et le Maroc. Mais la date du 06 novembre 1975 marquera l'histoire du Maroc à jamais, avec le lancement de la « marche verte » pour le Sahara marocain. Cette marche, considérée comme un coup de maître de feu Hassan II, puisqu'elle a mobilisé plus de 350 000 volontaires pacifiques répondant à l'appel du roi pour reconquérir leurs terres spoliées par le colon espagnol.

L'accord tripartite signé à Madrid entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie, le 14 novembre, consacre le partage du territoire entre le Maroc et la Mauritanie.

Face aux revendications du Maroc pour le Sahara, l'Algérie, pays voisin de l'est, a montré une grande hostilité quant au développement de son voisin, ainsi plusieurs affrontements militaires ont eu lieu entre les deux pays, dont les relations diplomatiques ont été rompues en 1976, à la suite de la proclamation du Front

Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Tindouf (Algérie).

Le processus démocratique au Maroc a été marqué par la tenue des premières élections législatives, en juin 1977, depuis l'adoption de la troisième Constitution.

Dans le chapitre dédié à Hassan II, trois éléments phares interpellent à la lecture de l'histoire post-indépendance du Maroc, d'abord, la mise en place des premiers jalons de l'Etat démocratique à travers la constitution et les élections ensuite, la question de la souveraineté territoriale, notamment la question du Sahara, et enfin les mouvements de la population face à la conjoncture économique de l'époque (crise alimentaire, hausse des prix, sécheresse, maladies...).

La scène internationale a également connu plusieurs étapes à l'époque de Hassan II, pour ne citer que quelques événements saillants, il y a en effet l'admission de la RASD à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1982, dont le Maroc se retirera deux ans plus tard.

La rencontre à Ifrane entre Hassan II et le premier Ministre israélien Shimon Pérès en 1986 ; la création en 1989 de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui rassemble le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye ; le soutien du Maroc à la force multinationale envoyée dans le Golfe en 1990.

En 1992, une nouvelle Constitution reconnaissant dans son préambule « l'universalité des droits de l'homme ». Une première dans le monde arabe. Cette habileté va permettre à Hassan II d'être perçu par nombre d'observateurs de l'époque comme le dirigeant maghrébin qui s'en sort finalement le mieux dans une région instable (guerre civile en Algérie, régime indésirable de Mouammar Kadhafi, etc.).

Il est à rappeler qu'à l'évidence, les deux « réussites » de Hassan II se situent principalement sur les champs géopolitiques et diplomatiques, et donc beaucoup plus que sur le champ économique et social. Ainsi, le royaume a connu un véritable rayonnement international à l'époque de Hassan II. Par la place essentielle qu'il a tenue dans le processus de paix au Proche-Orient en jouant l'intermédiaire entre Arabes et Israéliens, par le rôle de cheville ouvrière que le Maroc a joué en matière de coopération économique méditerranéenne (Rabat a été un pilier de la conférence de Barcelone de novembre 1995, et est aujourd'hui un redoutable défenseur de l'« esprit » de cette conférence), et même par son implication active dans l'Organisation mondiale du commerce (la signature du traité de l'Uruguay Round a eu lieu à Marrakech).

En 1996 Hassan II, le roi a donné au Maroc une Constitution moderne, et en mars 1998 un gouvernement d'alternance de centre gauche dirigé par un socialiste historique,

Abderrahmane Youssoufi, ce qui a permis à la toute jeune démocratie politique de fonctionner d'une manière concrète, malgré sa fragilité.

Par ailleurs, personne ne conteste aujourd'hui au Maroc la validité du choix du roi, au début des années 80, en faveur du libéralisme économique. Il a été relayé par toute une série de ministres et de jeunes technocrates conscients de la nécessité de modernisation économique du pays. Mais leurs efforts se sont jusqu'ici constamment fracassés sur des blocages politiques relevant du féodalisme freinaient tout mouvement et tout esprit d'entreprise, et les gouvernements n'avaient jamais pu s'attaquer de front aux baronnies du régime.

Le développement quant à lui, se déployait à deux vitesses. Un fossé géographiquement bien visible : la dynamique et moderne frange littorale atlantique allant de Kénitra à El Jadida, à l'image des grands noms internationaux qui ont investi dans le royaume, s'opposait à un Maroc de l'intérieur très sous-développé, où manquaient souvent même l'eau et l'électricité. Le Maroc se situait aux derniers rangs des classements des indicateurs de développement humain ainsi que celui relatif au niveau de l'éducation.

Le gouvernement ne disposait que d'une marge de manœuvre très limitée. Les dettes interne et externe absorbaient le tiers du budget de l'Etat, et, frisant l'indécence, le budget d'investissement ne représentait que 15 % du budget total, tant les coûts de fonctionnement de l'Etat marocain (54 %) étaient élevés.

Le rôle du secteur privé était très attendu. D'abord parce que l'accord de partenariat signé entre le Maroc et l'Union européenne en février 1996, et qui devait déboucher sur une durée de 10 ans après sa signature, sur une vaste zone de libre-échange « euro-méditerranéenne », constituant un formidable aiguillon pour la modernisation du tissu des entreprises marocaines. Ensuite parce que les investisseurs étrangers devaient prendre le relais d'un investissement national défaillant. Les investissements extérieurs avaient déjà atteint un niveau record en 1997 (1,2 milliard d'euros) et, ont connu un nouvel essor en 1998. Le gouvernement marocain de l'époque a joué sur la privatisation en multipliant les ouvertures de concessions de services publics. Sans oublier l'environnement de l'entreprise : le système financier a été libéralisé, et la mise en chantier d'un cadre réglementaire de classe internationale (Code du travail, charte des investissements, tribunaux de commerce...) devait permettre l'émergence au Maroc d'un Etat de droit économique.

## **2. Un nouveau roi, un nouveau Maroc**

L'intronisation du Roi Mohammed VI a eu lieu le 30 juillet 1999, 7 jours après le décès de son père feu Hassan II le 23 juillet 1999, héritant d'un Maroc à deux vitesses

en termes de développement économique et social, mais jouissant d'une très bonne image à l'international et d'un modèle d'Etat propice à une vraie démocratie.

Néanmoins, les défis du nouveau souverain sont grands et challengeants, notamment au vu des grandes mutations socio-économiques, géopolitiques et géostratégiques mais également, le défi de faire face à de nouvelles guerres, telle que le terrorisme, sans omettre le besoin de redonner confiance au peuple, en marquant une rupture attendue, avec ce qu'on appelait les années de plomb.

Sur le plan du développement économique, le jeune souverain a lancé plusieurs chantiers d'envergure, en termes de réformes juridiques et sociales, d'infrastructures, de stratégies sectorielles et de politique diplomatique ouverte vers son prolongement naturel qui est l'Afrique.

Il faut dire que les réformes engagées par le Maroc sous le leadership du Roi Mohammed VI, ont donné leurs fruits. Le Maroc d'aujourd'hui, est bien différent du Maroc de 1999, quand le jeune Roi avait pris les rênes du pouvoir du Royaume chérifien : il est plus prospère, plus industrialisé, et dispose d'une économie forte et plus diversifiée. Il reste, certes, des lacunes et des vulnérabilités structurelles, mais l'économie marocaine est arrivée à une maturité qui lui permet de réaliser une croissance régulière certaine et une intégration plus durable dans l'économie mondiale.

Le magazine londonien, The Economist, avait entrepris, en 2020, une étude sur 66 économies émergentes et avait conclu que le Maroc occupe la 26ème place en termes de santé financière, quatrième parmi les pays arabes, malgré la crise sanitaire<sup>9</sup>. Les indicateurs de santé financière utilisés par The Economist sont la dette publique, la dette externe, le coût de la dette et le taux de couverture des réserves en devises. A l'exception de la dette publique, le Maroc semble maîtriser les autres indicateurs.

Malgré l'impact de la pandémie qui a fait exploser tous ses indicateurs macro-économiques ; The Economist a souligné que le Maroc dispose d'atouts solides pour revenir assez rapidement à une situation normale d'équilibre macro-économique.

Sur le plan diplomatique, le roi Mohammed VI cultive une politique extérieure discrète et efficiente. De la traditionnelle tournée africaine à la COP21 et l'organisation de la COP 22, en passant par le troisième sommet Inde-Afrique, il conforte son alliance avec ses partenaires historiques, concrétise son orientation africaine assumée et s'ouvre sur les nouvelles puissances émergentes, telles sont les

---

<sup>9</sup>Which emerging markets are in most financial peril? - The Economist- May 4, 2020



lignes directrices d'une diplomatie marocaine dont les orientations épousent les contours des grands dossiers internationaux à l'instar de la lutte contre le terrorisme et une gestion plus humaine des migrations.

Ce flashback de l'histoire, nous permettra de mieux cerner l'évolution du Maroc depuis son indépendance. Cette connaissance de l'ADN du Maroc, ses forces, ses défis et ses ambitions, facilitera l'orientation de l'analyse comparée avec les puissances mondiales confirmées ou celles émergentes, telle que proposé ci-dessus.

## II. Analyse comparée du Maroc avec des puissances régionales

### 1. Le Japon

*Il est impossible de se tenir debout en ce monde sans jamais se courber. Proverbe japonais*

#### 1.1. Présentation du Japon

Culture plurimillénaire, troisième puissance économique mondiale, puissance politique aux ambitions souvent tronquées par une histoire trop turbulente, société postmoderne oscillant entre le respect des traditions et une modernité accentuée, le Japon est un pays unique, sa singularité s'explique par de multiples facteurs. Archipel déterminé par son insularité, le Japon n'a pas connu les mêmes trajectoires que les autres civilisations d'Asie orientale. En marge de l'empire chinois plus qu'à sa périphérie, il n'a pas connu les heures sombres de la colonisation, et a même un temps caressé le rêve de « quitter l'Asie pour rejoindre l'Europe », et devenir ainsi une puissance occidentale singulière. Son insularité lui a imposé également une vision de la géopolitique différente des nations continentales, et c'est ainsi que le Japon est passé de l'isolationnisme à un impérialisme brutal en seulement quelques décennies.

Premier pays asiatique à connaître les vertiges d'une croissance économique exceptionnelle, jusqu'à s'imposer comme un modèle autant craint que respecté par les économies occidentales, le Japon a peu à peu fait de l'Asie du Nord-est une région incontournable, que l'émergence des autres acteurs régionaux, la Chine en tête, n'a fait que confirmer au cours des dernières années<sup>10</sup>.

Pays sans armée, mais équipé de forces d'autodéfense aux prérogatives limitées par une constitution contraignante, allié fidèle parmi les fidèles de Washington.

---

<sup>10</sup>Géopolitique du Japon- Barthélémy Courmont ; Barthélémy- Editions Artège 2010

Sur le plan géographique, le Japon est un archipel formé de quatre îles principales : Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku. On compte aussi un millier d'îlots éparpillés dans la mer du Japon aussi bien que dans l'océan Pacifique. Le Japon compte au total plus de 28 000 km de côtes, soit environ 1 kilomètre pour 13 km<sup>2</sup>. La mer est donc omniprésente dans la culture japonaise. Parallèlement, le Japon dispose grâce à son ensemble d'îles d'une zone exclusive économique (ZEE) – à savoir des eaux qui relèvent de son autorité très étendue. Au total, c'est sur un espace de plus de 4,5 millions de km<sup>2</sup> que la souveraineté du Japon s'exerce, sa géographie lui confère un grand avantage dans le commerce international.

### **Sur le plan économique,**

Le Japon après sa défaite lors de la seconde guerre mondiale a su se muer en un leader mondial. Cette puissance est liée à son industrie de pointe et aux investissements à travers le monde. Ce qui pousse à s'interroger sur les articulations de la puissance japonaise en Asie et dans le monde.

#### **1.2. Leader de l'Asie**

##### **a- Poids de l'industrie**

Le poids de l'industrie japonaise est considérable : elle représente 39% du PNB. Le Japon dispose de manière complète de toutes les branches industrielles : acier, automobile, chantiers navals, électronique... il est parvenu à cette réussite par sa capacité à se restructurer et à se moderniser. Les Japonais investissent dans la recherche qui leur confère une avance et un rôle important en Asie, cette avancée s'inscrit principalement dans le domaine technologique. La réussite se base également sur le système de regroupement d'entreprises qui travaillent en sous-traitance avec une multitude de petites entreprises.

Si le Japon possède de solides entreprises selon le principe kereitsu comme Mitsubishi, elle possède également un grand marché pour diffuser ses produits grâce à la conquête des marchés en Asie.

Il est à rappeler qu'au Japon, l'industrie et le commerce sont étroitement liés, malgré la rude concurrence avec ses voisins dont le coût de la main-d'œuvre est moins élevé comme en Chine et en Corée.

##### **b- Un espace littoral qui se réorganise**

D'immenses complexes industrialo-portuaires s'échelonnent de Kita-Kyushu à Tokyo. Véritable « usine au bord de l'eau », le littoral pacifique japonais constitue

une des plus grandes mégalo-poles mondiales. La mer plus que la terre donne au Japon ses limites extérieures. Le Japon dispose d'une immense zone économique (ZEE) qui permet à l'Etat d'exploiter les ressources sous-marines. Cette ZEE est de 4,5 millions de km<sup>2</sup>, soit douze fois la superficie du territoire émergé. Le Japon possède la deuxième marine commerciale au monde et assure 12% de la production mondiale de poissons. Le Japon est également le premier constructeur naval au monde. C'est par la mer et les ports qu'arrivent les matières premières dont le Japon est totalement dépourvu et que repartent les produits industriels fabriqués dans le pays, Malgré sa saturation qui oblige les Japonais à multiplier les terre-pleins ou à valoriser l'intérieur du territoire, cet espace maritime reste un des atouts essentiels que le Japon a su valoriser pour assurer son développement socio-économique ainsi que son hégémonie.

Il est à noter également le rôle de la capitale japonaise Tokyo qui, avec ses 25 millions d'habitants, représente un vrai symbole de la puissance du pays. Sa position géographique centrale en fait le pôle principal de l'organisation territoriale du Japon et les sièges sociaux de grandes firmes transnationales y constituent une descente de commandement de la planète.

### **c- Le rayonnement du Japon**

Un des trois de la triade, le Japon est lié à l'ensemble des continents et particulièrement aux deux autres pôles de la Triade. Il réalise avec l'Union Européenne et plus encore avec les Etats-Unis la moitié de ses exportations et un tiers de ses importations. Les excédents commerciaux du Japon sont importants si l'on considère les productions japonaises réalisées sur ces deux continents afin d'échapper aux barrières douanières.

Malgré son conservatisme, le Japon a dû accepter l'ouverture de son marché intérieur. Cette tendance s'est développée par la grave crise financière qui a frappé le pays en 1998. L'économie sur le territoire japonais s'ouvre comme le prouve à la fin de l'année 2000, l'ouverture d'un magasin Carrefour à la périphérie de Tokyo.

### **1.3. Un rôle mondial**

#### **a- 3<sup>ème</sup> puissance économique mondiale**

Le Japon est le premier fournisseur mondial d'aide au développement, banquier du monde et colmate l'économie de la première triade : les Etats-Unis. Le Japon ne cesse de redorer son image et les nombreux voyages à l'étranger des

Japonais participent activement dans à la diffusion de cette image positive du pays du soleil levant.

Conséquence de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, le Japon ne dispose pas d'une armée puissante. L'Etat japonais qui revendique une place au conseil de sécurité des Nations Unies, entreprend peu à peu une modification de ses lois afin de transformer ses formes d'autodéfense en une armée capable d'intervenir seule là où elle souhaite. Le pays est d'ailleurs en train de devenir une véritable puissance militaire, poussé par un vent de nationalisme.

D'après les dernières prévisions de croissance pour 2022 du Fonds Monétaire International (FMI), publiées dans son traditionnel World Economic Outlook, en octobre 2021, le Japon se présente comme le 3e pays le plus riche après les Etats Unies et la Chine, avec un PIB attendu à 5 383 milliards de dollars en 2022, soit une prévision de croissance de 3,2%.

Ces prévisions viennent confirmer un état déjà confirmé, puisqu'en 2020 le Japon était considéré la 3e puissance économique mondiale, avec un produit intérieur brut (PIB) équivalent à 6 % du PIB mondial loin derrière les États-Unis et la Chine mais devant l'Allemagne et la France. En 2017, la valeur de son PIB est de 5 405 milliards de dollars, ce qui classe le Japon en 4e ou en 5e position si l'Union européenne est prise en compte.

Le Japon n'est pas à l'abri d'une concurrence par ses voisins, les NPIA (Nouveaux Pays Industrialisés) tels que la Chine, bien que la coopération entre les Etats de cette région du monde se maintienne. Mais les partenaires de Japon dénoncent son protectionnisme et refusent de se plier à la puissance japonaise.

Cette aire asiatique est donc en restructuration entre des pays soucieux d'acquérir une puissance économique tandis que le Japon souhaite acquérir un poids politique et militaire.

### **b- Stratégie d'influence du Japon :**

L'intérêt mondial pour la culture japonaise n'a cessé de croître depuis les années 90 et on ne compte plus les passionnés qui ne jurent que par les mangas, les animés, la J-Pop, le Kawaii, qui raffolent de sushi, dégustent du saké et ne rêvent que de voyage au Japon. Derrière cet engouement spectaculaire se cache une stratégie bien rodée : le Cool Japan. Un puissant outil de diffusion de la culture nipponne qui a permis au Japon d'atteindre des sommets de popularité.

- **Qu'est-ce que le Cool Japan ?**

Au cours des années 80, le Cool Japan n'est rien d'autre que la désignation de ce qui est perçu comme cool au Japon, par les étrangers. Le pays est en plein boom économique et en cette période de bulle économique, tous les regards se tournent sur le Japon. Non seulement pour sa croissance fleurissante, mais également grâce aux divers objets de divertissement qui se diffusent à cette période : les consoles de Nintendo et Sega, les dessins animés japonais qui envahissent les écrans, le phénomène Hello Kitty, les premiers baladeurs CD de Sony... La plupart des jeunes de cette époque ont eu un contact avec le Japon, parfois sans même le savoir, et le pays inonde le monde de produits. Il commence à intriguer mais pour le moment, il ne s'agit pas d'une stratégie globale.

Mais à l'orée des années 90, la bulle économique japonaise explose, ce qui provoque une crise financière qui s'étendra sur plus de 10 ans. Le pays ne peut plus miser uniquement sur l'attrait qu'il dégage via certains secteurs ni sur les seuls consommateurs japonais pour redorer ses finances : il doit voir plus large. Paradoxalement, la crise post bulle économique a forcé les Japonais à être plus créatifs et cela a brisé certains codes, gommant un peu l'image d'un pays très rigide aux normes sociales et à la hiérarchie tyrannique. Le Japon renvoyait l'image d'un pays cool et pour le gouvernement, cette image constitue une arme nouvelle pour booster l'économie.

C'est ainsi que se diffuse cette idée d'organiser l'ensemble des secteurs de la culture japonaise, d'analyser ce qui plaît aux étrangers et de le diffuser en masse à travers le monde. Le gouvernement, épaulé par des acteurs du secteur privé, va adopter le concept de **Cool Japan en 2010** et créer en novembre 2013 la *Cool Japan FundInc*<sup>11</sup>, et la ligne de mire n'est autre que Tokyo 2020 et les Jeux Olympiques qui serviront de démonstration finale de la *coolitude* japonaise.

C'est le début de la diplomatie de la pop culture, exemple concret d'un soft power à la japonaise.

- **Les objectifs visés par la stratégie Cool Japan et les supports utilisés**

Le Cool Japan a deux objectifs principaux : **booster l'économie interne en vendant les produits japonais à travers le monde et attirer un nombre croissant de touristes dans le pays**. Pour les atteindre, il faut commencer par comprendre ce qui plaît aux étrangers et ce qui est perçu par eux comme *cool*, car cela diffère de l'idée que se font les Japonais des attraits de leur propre pays. La Cool Japan FundInc va s'appuyer sur des études nationales et internationales pour parvenir à dégager plusieurs domaines d'importance majeure pour supporter leur stratégie :

---

<sup>11</sup>Fond de support destiné à la promotion international du Japon dont le budget alloué est de 50 à 60 milliards de yen sur 20 ans, soit 400 millions d'euros environ

- Les animés et le manga, portés notamment par les succès de *Dragon Ball*, *Saint Seiya*, *Naruto* ou encore *One Piece* à l'international
- Le jeu vidéo où le marché est dominé par Sony et Nintendo
- La J-Pop et ses idols, qui proposent une alternative musicale dans un secteur qui peine à innover
- Le gourmet, en profitant de la mode du sushi et de l'intérêt croissant des étrangers pour le saké ou le thé
- La mode, un domaine où le Japon a souvent été avant-gardiste
- La culture traditionnelle, avec ses geishas, le bonsaï, ses jardins japonais, ses festivals, sa poésie, l'image du samouraï ou ses concepts uniques comme le WabiSabi

L'idée est donc de recréer l'image d'un Japon, réel ou fantasmé, capable de séduire les étrangers.

#### **1.4. Facteurs de puissance du Japon : Quelles leçons en tirer pour l'ambition marocaine ?**

Le modèle japonais pourrait inspirer les décideurs marocains, pour ancrer cette vision de devenir une nouvelle puissance émergente.

Sur le plan géographique, le Maroc est un pays insulaire selon plusieurs historiens, dont M. Abdellah LAAROUÏ<sup>12</sup>, qui affirme que « le Maroc est une île », avant d'ajouter, « une île encerclée ». Ceci a été expliqué par le chroniqueur M. Boucetta, à travers la lecture de la carte du Maroc comme tel :

1/ Frontière Est : Le voisin algérien veille farouchement sur l'« insularité » du Maroc, qui a fait, et fait toujours, partie de leur « plan maghrébin », en l'occurrence isoler le Maroc par la création d'un « Etat » à son flanc sud. Marocains et Algériens ont donc fermé leurs frontières, qu'Alger refuse obstinément d'ouvrir, puis dans un second temps, ils ont construit une barrière physique, tantôt en forme de tranchée, côté algérien, tantôt comme grillage métallique truffé d'électronique, côté marocain. A l'est, c'est donc fermé.

2/ Frontière Sud : Le Sahara est marocain, mais la « communauté internationale » ne le voit pas ainsi. De fait, le poste frontière de Guergarate est certes sous contrôle marocain, mais aussi sous l'œil vaguement attentif de la Minurso. Le Polisario œuvre depuis des années à perturber le trafic entre le Maroc et le reste du continent. Un seul

---

<sup>12</sup>Abdellah LAAROUÏ

passage donc, le reste étant formé du mur de sécurité. Au sud, c'est donc tout aussi fermé qu'à l'est.

3/ Frontière Nord : Sur terre, de gros et hauts grillages à Sebta et Melilla, et sur mer, les patrouilles maritimes espagnoles puis, au sud de l'Espagne, des policiers des frontières peu accueillants, suspicieux, vérifiant des visas de plus en plus difficiles à obtenir de consulats et de sociétés privées de plus en plus tatillons. Au nord, comme à l'est et au sud, c'est fermé.

4/ Façade ouest, atlantique : Le droit maritime relevant de la Convention de Montego Bay pose les bases des mers territoriales (12 milles nautiques, soit environ 22 km) et des zones économiques exclusives (ZEE) de 200 milles (370 km), pouvant aller jusqu'à 350 (648 km). Ensermé par Madère au large de Casablanca et par les Canaries face à Laâyoune, le Maroc n'a plus que son Sahara pour prendre le large et voir loin... et gagner plus. Les discussions sont aujourd'hui très techniques du côté ibérique, et encore plus intéressées pour la « communauté internationale ». Dans l'attente, la façade atlantique est également fermée, comme ailleurs.

Ainsi, comme le démontrent la géopolitique et l'histoire, une nation insulaire chargée d'histoire est rarement et peu durablement en bons termes avec son voisinage continental immédiat, comme on l'a vu ou on le voit encore avec l'Empire du Japon. C'est aussi le cas du Maroc dans son insularité.

Tout cela explique mieux la politique étrangère marocaine, définie dans le discours de Riyad d'avril 2016, venu consacrer une politique africaine de plus en plus entreprenante et progressivement intrusive dans les zones autres que francophones ou ouest-africaines. Le Maroc s'est également projeté au-delà du continent, signant des accords et partenariats stratégiques avec l'Inde, la Chine, la Russie et montre de plus en plus d'intérêts vers la zone latino-américaine.

Il faut dire que le Maroc, conscient de cette situation, et à l'instar du Japon, enregistre un réel rebond à travers le repositionnement sur un secteur stratégique qui est le transport maritime international et la logistique. Un atout géographique et géostratégique, inexploitée durant plusieurs années. Ainsi, la mise en place d'une stratégie portuaire nationale à l'horizon 2030, vise non seulement le développement de l'économie nationale mais aussi l'intégration davantage du pays à la compétitivité mondiale.

Par la réalisation du port de Tanger Med, le Maroc a compris l'importance du transport maritime international, qui connaît un développement soutenu bénéficiant



de la croissance des échanges mondiaux et annonce sa détermination à saisir l'opportunité offerte par le transport maritime pour à la fois améliorer la compétitivité de son économie, et également se positionner dans ce secteur, notamment au niveau de la méditerranée et de l'Europe. Ce port positionne d'ores et déjà le Maroc comme un pivot incontournable entre l'Europe de l'Ouest et du Nord et l'Asie, en plus de l'ancre du Maroc à l'espace euro-méditerranéen.

Ainsi, à travers ce port, le Maroc est érigé au cœur l'équation géopolitique mondiale et de la rivalité maritime entre les puissances du Golfe de l'océan Indien occidental jusqu'à la Méditerranée.

Sur le plan industriel, il sied de rappeler l'importance cruciale que le Maroc a donné pour l'émergence industrielle. Conscient de l'importance de ce secteur dans l'économie nationale, des politiques industrielles ont vu le jour, visant en premier lieu le développement d'un tissu industriel ancré sur des grandes entreprises multinationales implantées au Maroc qui tissent, à leur tour, des liens en amont avec des structures productives domestiques de plus petite taille. En effet, le Maroc s'est doté d'une stratégie d'émergence industrielle au milieu de la décennie 2000. Cette « politique industrielle », vise explicitement la diversification de l'économie par l'attraction des investissements directs à l'étranger (IDE) et l'amélioration de la compétitivité externe de l'industrie. Elle combine grands projets infrastructurels et programmes de modernisation industrielle. En dépit de réels succès sectoriels, comme dans l'automobile ou l'aéronautique, le bilan insuffisant des deux premiers Plan et Pacte pour l'émergence a cependant conduit l'État marocain à ajuster son approche au travers du Plan d'accélération industrielle (PAI 2014-2020). La logique d'écosystème promue par le PAI avait comme défi majeur, l'accroissement des relations industrielles (production, formation, technologie) entre les TPME/PME locales et les grandes entreprises à participation étrangère leaders des chaînes de valeur mondiales (CVM).

La crise du covid-19 a mis l'industrie marocaine face à des défis majeurs, qui sont particulièrement sa dépendance aux chaînes de valeurs mondiales et sa faible intégration dans ces dites chaînes, s'ajoute à cela le déficit chronique de sa balance commerciale, d'où la stratégie de la relance industrielle et la banque de projets, comme alternative de substitution à l'importance par l'industrie marocaine. Ainsi à travers cette étude comparée avec le Japon, l'industrie constitue un levier majeur de puissance et le Maroc, conscient de l'importance de ce secteur pour le renforcement de sa compétitivité et le positionnement en tant que plateforme best-cost pour l'Europe et hub régional vers l'Afrique, devrait oser des réformes structurelles,



notamment sur le climat des affaires, les coûts des facteurs de production, en l'occurrence à l'accès au foncier industriel, la création de ponts entre le monde académique et le monde professionnel pour permettre un environnement propice à l'innovation ainsi que préparer les générations futures pour les besoins du marché, sans omettre l'importance de la convergence des politiques publiques ainsi que les partenariats avec le secteur privé pour faire émerger une industrie solide à même de permettre une certaine souveraineté industrielle et une industrie exportable de rang mondial.

Le soft power japonais est également plein d'enseignements pour le Maroc. Sur le plan culturel, le Maroc présente des richesses inouïes, de par son artisanat, son art culinaire, son cachet architectural et son patrimoine historique, ses festivals, sa musique et son hospitalité reconnue, il peut prétendre à du rayonnement à l'international et renvoyer une image positive d'un pays riche et attrayant par sa culture, sa diversité et son ouverture, s'il arrive à orchestrer ses efforts dans une logique de convergence et de valorisation, à travers une vision commune et une stratégie de ciblage. Ce qui va impacter favorablement son économie, en particulier le tourisme et le commerce ainsi que sa notoriété à l'échelle mondiale.

## **2. La Turquie :**

### **2.1. Présentation**

Au carrefour de deux mondes, la Turquie est un pays particulier, par sa géographie et par son histoire. C'est un pays qui s'affirme en tant que puissance régionale de premier plan et prend de plus en plus d'ampleur sur le plan international sur les niveaux diplomatique, économique, militaire et culturel.

Forte d'une économie à grand potentiel, la Turquie présente des indicateurs macroéconomiques en vert marquant un développement soutenu et une croissance dynamique au cours des deux dernières décennies. En effet, avec une population de 84 millions d'habitants, une croissance moyenne annuelle du PIB de 5,7 % depuis 2010 et un produit intérieur brut (PIB) de 719 milliards de dollars en 2020, elle est devenue au Moyen-Orient l'une des économies les plus importantes en termes de création de richesses.

La Turquie est la 19e puissance économique mondiale grâce à sa croissance économique, son marché intérieur, sa politique diplomatique et le rôle qu'elle joue sur le plan géostratégique et géopolitique dans la région, mais également en Afrique.

La Turquie est également considérée comme une grande puissance agricole et agroalimentaire. Elle a une balance agro-commerciale excédentaire. Elle dispose de ressources foncières et hydriques conséquentes. Son écosystème offre une large palette de terroirs à l'agriculture turque, qui s'est modernisée et structurée, en construisant des filières de qualité et un tissu agro-industriel robuste.

Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire représentent respectivement 7,4 %, 31,2 % et 61,4 % du PIB. Le secteur tertiaire est le premier pourvoyeur d'emplois, occupant 52 % de la population active totale en novembre 2020. Le modèle de croissance de l'économie turque repose notamment sur la consommation intérieure, alimentée par une forte utilisation des crédits bancaires, et par l'importance du secteur de la construction et des grands projets d'infrastructures.

### 2.2. Géopolitique et influence de la Turquie

Pays membre du G20 et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), la Turquie dispose d'un système politique qui ne cherche pas uniquement à contrôler les dynamiques à l'œuvre au sein du pays mais aussi à étendre son influence extérieure dans une période marquée par les turbulences mondiales et par le réveil du nationalisme.

Devenir un Etat-pivot et un acteur-clé de la gouvernance mondiale, tel est le cœur d'une stratégie d'influence visant à accroître son poids sur la scène internationale. Pour cela, la Turquie a conçu le Moyen-Orient comme une zone d'influence, d'où l'insistance des diplomates turcs, tout au long des années 2000, sur la métaphore du tir à l'arc : « *Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe.* »<sup>13</sup> D'où leur insistance, aussi, sur la métaphore des cercles concentriques : la Turquie déploie sa stratégie de puissance d'abord dans un premier cercle – le Moyen-Orient – pour rayonner, à partir de là, en Europe et dans le monde. C'est ainsi que la dimension régionale conduira à un rayonnement global et c'est à travers l'orientation de sa politique vers les pays arabes dans un premier temps pour atteindre le statut d'une puissance plus étendue.

Ankara a adopté certaines positions politiques renforçant son image envers les pays arabes à l'instar de l'apostrophe « une minute ! », lancée au sommet de Davos en 2009 par le Premier ministre turc Erdogan à Shimon Pérès, président de l'État d'Israël. Aussi la marque de souveraineté nationale comme le vote au Parlement turc qui, faute du quorum requis, conduisit à refuser l'utilisation des bases militaires à l'armée

---

<sup>13</sup>La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions, Jana Jabbour - Politique étrangère 2020, pages 99 à 108

américaine pour attaquer l'Irak de Saddam Hussein en 2003. Enfin, la flottille turque partie d'Antalya pour Gaza avec à bord des militants pacifistes propalestiniens venus de plusieurs États étrangers.

Aussi, la réélection du parti de l'AKP (Parti pour la justice et le développement). Ce succès électoral est largement utilisé par le gouvernement turc qui se présente comme un modèle politique pour les autres États musulmans et montre aux États laïcs occidentaux méfiants envers l'islam politique qu'islam et démocratie ne sont pas antinomiques.

Dans la course à l'influence que mènent toutes les puissances en Afrique, dont la Turquie mène le jeu avec autant de détermination que de force. La stratégie de pénétration turque, a progressé en gagnant en efficacité renforcement de présence sur ce continent.

L'artisan de la stratégie d'influence turque est Ahmet Davutoglu, théoricien et ancien ministre des Affaires étrangères de la Turquie, qui est l'inspirateur de la doctrine élaborée à la fin des années 1990. Cette stratégie a pour fondement la « redéfinition de l'identité internationale de la Turquie afin de passer du statut d'allié de l'Occident au rôle actif et constructif d'acteur global ».

Déterminée à devenir un nouveau centre de puissance à l'échelle régionale, la Turquie a réussi à traduire les principes de cette doctrine en une stratégie-action dans laquelle les relations multidimensionnelles et diversités dans le continent occupent une place non négligeable dans le dispositif d'influence du pays.

La dimension énergétique est cruciale dans les comportements de la Turquie sur la scène internationale et régionale. Il sied à rappeler que la Turquie est un pays avec des ressources énergétiques limitées, important plus de 90% de ses besoins en énergie pour répondre à une forte croissance économique, ce qui alourdit sa facture énergétique et augmente sa dépendance vis à vis ses principaux fournisseurs (Iran et Russie). Le pays a donc misé sur sa position en tant que carrefour et Hub énergétique en Méditerranée.

Pour cela, la diplomatie turque a comme objectifs assurer sa sécurité énergétique en diversifiant les sources d'importations à travers l'établissement de bonnes relations avec son voisinage doté d'importantes sources énergétiques tels que l'Irak, Qatar, Azerbaïdjan, d'autre part renforcer permettre au pays d'exploiter de nouvelles ressources d'hydrocarbures, en renforçant son positionnement en Méditerranée orientale. L'activisme diplomatico-militaire en Lybie s'inscrit dans le cadre de ce dernier objectif, mais pas seulement, puisque d'autres objectifs sont derrière l'intervention de la Turquie en Lybie, qui sont d'ordre économique et commercial (reconstruction de la Lybie par des entreprises turques et ouverture de la voie aux investisseurs turques)

### a- La stratégie "Opening up to Africa"

Le nouvel « ordre mondial » marqué par la disparition du communisme a incité la Turquie à développer les relations politiques, économiques, culturelles et diplomatiques avec l'Afrique. Ainsi une nouvelle stratégie baptisée « Opening up to Africa » a été déployée par la Turquie à la fin des années 1990. Plus tard, l'évolution des rapports entre la Turquie et les États-Unis, d'une part, et le rejet par le Conseil européen (en 1997) de la candidature turque à l'entrée dans l'Union européenne (UE), d'autre part, ont poussé les dirigeants turcs à repenser la réorientation stratégique de leur politique extérieure. Ils décident de « redéfinir l'identité internationale de la Turquie afin de passer du statut d'allié de l'Occident au rôle actif et constructif d'acteur global »

C'est à travers une approche multidimensionnelle couvrant les aspects politiques, culturels, humanitaires, sociales et économiques que cette stratégie a été conçue. Elle attribue le rôle principal à l'État turc tout en mobilisant d'autres acteurs de la société civile (entrepreneurs, missionnaires religieux et culturels...) qui sont au service de la diplomatie.

La relance du Plan d'action pour l'Afrique a connu un vrai tournant à l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, qui s'est matérialisée par la mise en place d'une nouvelle politique étrangère turque, particulier envers le Moyen-Orient et l'Afrique dans un contexte international perturbé (11 septembre 2001, chute des talibans en 2001, invasion de l'Irak en 2003).

Dès 2003 le ministère du Commerce extérieur a instauré une « stratégie pour améliorer les relations économiques avec l'Afrique », une stratégie cohérente et continue visant l'accroissement des parts de marché dans le commerce continental et l'insertion de petites et moyennes entreprises turques en Afrique.

Le déploiement de cette politique s'est manifesté par l'année africaine en Turquie en 2015, l'objectif étant de faire connaître l'Afrique auprès des Turques. S'en est suivi une série d'initiatives dont l'ouverture de 15 ambassades dans différents pays d'Afrique, aujourd'hui, on compte plus de 109 ambassades.

En 2008, un Sommet Afrique-Turquie a lieu à Istanbul pour consolider les relations turco-africaines et installer une plateforme de dialogue bilatérale, ce sommet a joué un rôle moteur dans le rapprochement et le développement des rapports entre les deux parties.

Les relations Afrique-Turquie vont connaître un rebond et une accélération considérable en 2009. Il s'agit d'une nouvelle impulsion insufflée par le nouveau

ministre des affaires étrangères M. Ahmet Davutoglu, qui a misé sur l'héritage ottoman de son pays ainsi que la modernisation qu'elle a connue lors de la sortie de l'Empire pour assumer une responsabilité et exercer une influence économique et culturelle sur le plan régional, notamment dans la zone de l'Eurasie (minorités musulmanes dans les Balkans, le Caucase).

Dans un objectif de faire rayonner l'influence turque à travers une politique extérieure multidimensionnelle, une représentativité diplomatique effective et d'une manière générale, assurer une véritable profondeur stratégique, la nouvelle orientation a visé trois ensembles géographiques qui sont, du plus proche au plus lointain: le bassin terrestre proche (Balkans, Moyen-Orient, Caucase); le bassin maritime proche (Mer Noire, adriatique, Méditerranée, mer Rouge, Golfe persique et mer Caspienne); le bassin continental proche: Europe, Afrique, Asie (sud, centrale et orientale).

En parallèle d'une stratégie diplomatique, le pays a enregistré une véritable percée économique. En effet l'accélération des relations économiques est la traduction sur le terrain de plusieurs accords en matière de commerce et d'industrie avec divers pays africains. Ainsi la croissance du volume des échanges commerciaux de la Turquie avec les pays africains a nettement progressé, passant de 5,3 milliards de dollars en 2003 à plus de 20 milliards de dollars en 2020, soit un quadruplement en 18 ans.

La croissance des échanges a été stimulée par la signature d'accords de libre-échange avec quelques pays africains: l'île Maurice, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie et ceux en cours de négociation avec le Ghana, le Soudan, Djibouti, la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Tchad et la Libye. Ont contribué aussi à cette croissance, l'augmentation du nombre de destinations desservies par la Turkish Airlines et l'installation des ambassades sur le continent.

### **b- La sécurité alimentaire en haut de l'agenda de coopération**

En dépit de cette progression des échanges, le commerce de la Turquie en direction de l'Afrique reste limité (10 % du total réalisé dans le monde). 11 % du total sont des produits agricoles et alimentaires. Avec un montant de 1,8 milliard de dollars, c'est dix fois plus qu'au début des années 2000. Les produits agricoles et les enjeux de sécurité alimentaire figurent en haut des agendas de coopération avec l'Afrique.

Dans un environnement commercial instable sur les marchés développés, les entreprises turques ont recherché de nouveaux marchés pour atténuer les risques. Elles pouvaient **Des**

L'influence turque en Afrique a été soutenue par les investissements sur le continent qui ont crû ces dernières années. Selon les données officielles de la Turquie, la valeur des investissements turcs sur le continent africain atteint les 6 milliards de dollars en 2019, contre 400 millions en 2007. L'Afrique représente aujourd'hui 21% du chiffre d'affaires des entreprises turques. 1 150 projets ont pu être réalisés ces quinze dernières années dans différents pays africains pour une valeur cumulée représentant 70 milliards de dollars couvrant plusieurs secteurs d'activités: la BTP, l'agroalimentaire, la santé, les transports, le développement durable, l'énergie la Turquie a donc réussi à positionner ses entreprises dans divers secteurs essentiels aux économies africaines, par exemple 35% de l'électricité au Ghana est produite par des entreprises turques et énergie et l'infrastructure, le tourisme, les mines

La Turquie a donc réussi à positionner ses entreprises dans divers secteurs essentiels aux économies africaines, par exemple 35% de l'électricité au Ghana est produite par des entreprises turques et au Sénégal, la société Tosyali, un des géants de la production d'acier au monde a lancé un gigantesque projet industriel ainsi qu'une zone économique spéciale.

Conscient du facteur de l'énergie dans le renforcement de son influence, la Turquie est en cours de négociation de plusieurs accords de coopération dans le secteur énergétique avec plusieurs pays africains : le Nigeria, le Cameroun, le Niger, le Soudan, le Kenya, la Gambie, le Djibouti et le Rwanda.

Ce développement économique en Afrique, balisé par une politique d'ouverture portée par les pouvoirs publics, a été amorcée par une vraie implication du secteur privé, en l'occurrence, le Tukson (confédération des hommes d'affaires et des industriels turcs) et l'appui d'un Conseil d'affaires, le Deik ainsi que Musiad (Association des industriels et hommes d'affaires indépendants).

Toutes ces dynamiques commerciales et économiques s'intègrent parfaitement dans une stratégie où le pouvoir turc s'appuie fortement sur réseau diplomatique développé, un réseau religieux et associatif actifs, des relais financiers ainsi que sur un maillage logistique et des dons et des aides humanitaires.

### **c- Un soft power à plusieurs facettes**

Le soft power turc qui a servi aux intérêts économiques du pays repose sur un « modèle turc de coopération » fondé sur une volonté politique et une stratégie associant idéalisme et pragmatisme, accompagnée d'un discours attractif savamment

distillé autour d'un slogan Gagnant- gagnant, dans un cadre partenarial rationnel et global.

L'absence d'un passé colonial en Afrique, contrairement aux puissances européennes, a favorisé le rapprochement turco-africain. Par ailleurs, et comparativement avec les pays du BRICS, les africains considèrent la Turquie comme un pays bien moins agressif que la Chine.

La diplomatie humanitaire est l'une des clés de succès de l'influence turque manifestée par l'intermédiaire des organismes gouvernementaux que des organisations de la société civile dans plusieurs pays, dont l'Afrique. La « Turkish International Cooperation and Development Agency » (Tika), fondée en 1992, constitue l'un des principaux acteurs de l'influence turque en Afrique. L'organisme finance des programmes d'aide sectoriels (éducation, santé, agriculture etc..) et des actions humanitaires à travers des dons étatiques et non-étatiques dans de nombreux pays africains ; il apporte des contributions à des programmes du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou d'autres agences des Nations unies. A travers ses interventions, la Turquie a fourni en moyenne annuelle le tiers du budget total de son aide à des actions humanitaires, une ressource considérable qui la place parmi les plus grands donateurs au monde.

L'opinion publique africaine sensible à ces actions humanitaires, participe au renforcement de l'acceptation de la Turquie et à favoriser d'autres types de coopération, à l'instar de l'action humanitaire en Somalie qui s'en est suivie par l'installation d'une ambassade en 2011, le lancement de plusieurs projets d'infrastructures et d'aménagement public. La coopération initiée par une action humanitaire en 1991, s'est confortée par une coopération militaire, à travers l'aide à la formation de l'armée somalienne, et politique, en se positionnant en tant que médiateur dans le conflit de la Somalie et le Somaliland.

### **Zoom sur le Soft Power religieux :**

La Turquie démontre de plus en plus son identité musulmane dans l'objectif de tisser des alliances avec des pays musulmans. En 2019, une grande manifestation a réuni plus de 50 chefs religieux musulmans à Istanbul. Menée par la Direction turque de la Affaires religieuses (Diyanet), cette institution a la charge de construire des mosquées et des écoles dans plusieurs pays. En outre, la formation religieuse constitue également un pilier de la diplomatie religieuse du pays, la Turquie accueille depuis



plusieurs années des étudiants africains dans des écoles imams et des facultés de théologie.

### **d- Un hard power dans la foulée du soft power**

L'image très positive projetée par la Turquie à travers des actions multisectorielles et multidimensionnelles constitue une source de soft power. Cette influence repose sur sa politique étrangère, sur les changements que connaissent sa politique intérieure et son économie ainsi que sur des productions culturelles et télévisées, a permis au pays d'être accepté au Moyen-Orient et d'y avancer dans la réalisation de ses objectifs. Notons que la Turquie grâce à cette image positive, a pu se positionner en tant que médiateur dans différents conflits. Les multiples actions de pénétration ont entraîné progressivement dans son sillage une autre forme de présence et d'influence qui, elle, s'est appuyée sur les ressorts d'un hard power, sécuritaire et militaire.

### **2.3. Facteurs de puissance de la Turquie : Quelles leçons en tirer pour l'ambition marocaine**

Le modèle turc, est-il inspirant pour le Maroc? l'analyse des différents leviers de puissance de la Turquie est très intéressante pour comprendre comment la Turquie a pu devenir une vraie puissance régionale et quels serait-peut être les enseignements à tirer pour le Maroc, qui malgré une différence en terme de régime politique, de taille de marché interne, de développement socio-économique, partage avec ce pays la même religion, la même position par rapport à l'Europe, les mêmes enjeux liés à l'immigration, à la sécurité et à l'ambition de devenir les leaders du sud comme l'avancent plusieurs analyses internationales et comme le montre leur politique active en Afrique et dans le monde arabe.

Il faudrait rappeler que la Turquie a engagé des réformes depuis les années 80, à cause d'une mauvaise gestion publique et une inflation démesurée. Ce processus, qui a permis à la République de faire un saut économique historique, a fortement misé sur l'industrie et l'assainissement du milieu des affaires. Il y a également les relations avec l'Europe qui ont imposé des transformations juridiques et la lutte contre la corruption afin de garantir un environnement sain pour les investissements étrangers. Ces relations avec l'Europe ont boosté d'une certaine manière le développement économique turc, par suite du choc reçu lors du refus de l'UE en 2010 de l'adhésion de la Turquie.



Le modèle économique turc s'est inspiré dès le départ de celui de l'Allemagne pour des raisons historiques, alors que le référentiel marocain est purement français. Les entreprises turques sont conseillées par les plus grands cabinets européens, spécialement allemands. Mais au-delà du modèle, les ressources humaines ont été un atout de grande valeur pour engager le pays d'Atatürk dans le développement. Un siècle de laïcité et de réformes structurelles a eu un effet évident sur ce pays qu'on surnommait « l'homme malade » au moment de la première guerre mondiale. Depuis cette date marquant le démantèlement de l'empire ottoman, la Turquie a basculé dans une nouvelle ère avec des hauts et des bas, expérimentant une dure laïcisation de la société, mais aussi une démocratisation tous azimuts de l'accès à l'école publique. Il faut rappeler que le Maroc qui a engagé également plusieurs réformes de son système éducatif, peine encore à élaborer un modèle efficace et efficient, permettant l'éradication de la déperdition scolaire, l'analphabétisme et le rehaussement du niveau de son école. Le nouveau modèle de développement à horizon 2035 place le capital humain au cœur de cette stratégie ambitieuse dont les grandes lignes ont été exposées mais pas encore déployées sous forme de feuille de route claire et précise.

*« La Turquie a entamé plus d'une trentaine d'années de politique d'industrialisation, avec la ferme volonté de rejoindre l'Europe. Cette politique s'est appuyée sur la mise à niveau des ressources humaines à travers l'ouverture des écoles de formation professionnelle, en tourisme, et en automobile, mais surtout pour la formation dans le management pour les PME », a expliqué M. Anwar Zibaoui, ancien président de l'Association des Chambres de Commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME).*

Le Maroc de son côté s'est engagé depuis les années 2000 à moderniser son industrie en se positionnant sur de nouveaux secteurs porteurs tels que l'industrie aéronautique et l'industrie automobile, qui aujourd'hui, constituent de vraies bases industrielles pour les grands donneurs d'ordres et équipementiers européens et même asiatiques et américains.

Sur le plan énergétique, Le Maroc et le Turquie sont pauvres en sources d'énergie, toutefois, leurs positions géographiques les mettent au carrefour des principaux pipelines du gaz naturel, mais également à la croisée des routes commerciales maritimes et terrestres.

Le Maroc et la Turquie se sont orienté vers l'Afrique pour développer leurs économies à travers une diplomatie active et un soft power basé sur une politique étrangère diligente, une transformation structurante au sein de la société et de

l'économie nationale, une religion modérée et un savoir-faire en termes de modèle de l'éducation.

Outre le développement industriel, qui encore une fois s'avère nécessaire pour s'ériger en tant que puissance émergente, le Maroc peut s'appuyer sur son soft power religieux, fort d'une image spirituelle à l'échelle africaine, d'un islam modéré ainsi que d'un leadership porté par le roi Mohammed VI, en tant que Amir Alouminin, ce levier devrait mieux être déployé pour s'ancrer davantage en Afrique en particulier, voire même auprès des pays européens, où une vague d'extrémisme s'est déclenché depuis plusieurs années et où le besoin a été exprimé pour un encadrement des Hommes de la religion afin d'instaurer un islam soft prônant les vraies valeurs humaines et spirituelles loin d'un extrémisme dévastateur.

### **3. ISRAEL :**

Si vous voulez que vos rêves se réalisent, ne dormez-pas. Proverbe Juif d'Israël.

#### **3.1. Présentation**

Il est impossible de comprendre la relation d'Israël avec la région méditerranéenne sans comprendre à quel point la Méditerranée (Yam ha-Tikhon ou "Mer du Milieu") est étrange. Israël est la terre que Dieu a promise à Abraham et à ses descendants dans l'histoire biblique. Eretz Israël est un lieu saint de tradition juive, et leurs prières louent le territoire (la terre et ses fruits). Bien que déracinés par l'exil et la dispersion, les Juifs n'ont cessé de célébrer le retour pendant des siècles à leur terre mystérieuse et de rêve.

##### **a- Démographie et Géographie**

Avec une superficie de 20 770 km<sup>2</sup> (dont 440 km<sup>2</sup> d'eau), le territoire est délimité par un littoral à l'ouest par la mer Méditerranée sur 273 km et des frontières au nord par le Liban, au nord-est par la Syrie, à l'est par la Jordanie et la Cisjordanie, au sud par le golfe d'Aqaba et au sud-ouest par l'Égypte et la bande de Gaza. Il s'étend sur 470 km de long (de Kiryat Shmona à Eilat) et sur 135 km de large (entre Gaza et la Mer Morte).

La population d'Israël a atteint 9,2 millions d'habitants, dont plus d'un quart d'Arabes et d'autres non-juifs (2020). La population israélienne est composée de 6,8 millions de Juifs (74%) soit 45% de la population juive mondiale, 1,93 million

d'Arabes (21%) et 454 000 chrétiens non arabes ou adhérents d'autres confessions (5%).

### **b- Histoire du Royaume d'Israël**

Au cours l'âge de la pierre taillée, cette région voit manifestement le passage de plusieurs groupes d'humains qui s'y installaient et allant peupler les autres territoires de l'Asie et sans doute aussi l'Europe.

Israël apparaît pour la première fois dans la Bible hébraïque pour désigner le nouveau nom de Jacob, fils d'Isaac et petit-fils d'Abraham, au moment où il traverse le gué de Yabboq (Genèse 32, 22-29) et s'y bat avec un ange de Dieu qui lui dit : « Jacob ne sera plus désormais ton nom, mais bien Israël ; car tu as jouté contre des puissances célestes et humaines et tu es resté fort. » Jacob (Israël) eu une fille (Dinah) et 12 fils qui sont à l'origine des douze tribus d'Israël formant le peuple d'Israël, considéré dans la Bible comme le peuple élu pour porter et faire vivre la parole de Dieu.

Après la fuite de l'Égypte (Exode) et l'installation dans le pays de Canaan, se crée le royaume d'Israël dont la période la plus florissante est décrite sous le règne du roi Salomon, et qui regroupe les 12 tribus.

Par la suite, le royaume d'Israël se limite à la partie nord du territoire (10 tribus), tandis que le royaume de Juda (2 tribus) occupera le sud du territoire centré autour de Jérusalem et de son Temple.

On date la fin du royaume d'Israël lors de l'assaut des Assyriens en 721 av. J.-C. et la déportation de la population, et la fin du royaume de Juda en 597-586 av. J.-C. lorsque le roi de Babylone, Nabuchodonosor II, s'empare de Jérusalem.

C'est à la fin de cette ère, dans cette région que se développe en premier le mode de vie néolithique, avec l'essor de la sédentarisation, de l'agriculture et de l'élevage et la mise au point d'industries de plus en plus élaborées.

À compter de cette date, commence la diaspora juive. Les Juifs (Israélites) rentrèrent de l'Exil de Babylone en Judée, retrouvèrent provisoirement leur indépendance notamment sous la dynastie hasmonéenne, mais restèrent sous la tutelle d'autres peuples jusqu'à la destruction du second Temple de Jérusalem (en 70 de l'ère chrétienne), la prise de Massada (en 90) puis l'ultime révolte de Bar-Kokheba (écrasée par les Romains en 135) qui signe la disparition d'une terre pour le peuple d'Israël jusqu'à la création de l'État d'Israël en 1948.

### **c- Etat d'Israël, les conflits et ses alliés**

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion (père fondateur de l'État d'Israël) proclame la naissance du pays. Il fut le Premier ministre du pays de 1948 à 1954 et de 1955 à 1963. Il est le Premier ministre israélien resté le plus longtemps en fonction. L'histoire nationale de l'Etat d'Israël commença ce jour-là d'après le calendrier hébraïque.

Le jour après l'indépendance israélite ou la Nakba (Catastrophe en arabe), éclate la première guerre israélo-arabe, et dure jusqu'en octobre 1949. Quelques temps après, les Etats-Unis, l'URSS, La France et l'Italie (création d'une Alliance) reconnaissent l'existence d'Israël comme nouvel Etat.

L'Etat négocia, dès la fin 1954 malgré l'opposition du Quai d'Orsay, avec la France qui cherchait à faire payer son soutien indéfectible à l'insurrection algérienne les premiers gros contrats d'armement.

Avec le soutien Français, les Etat Unis lèvent l'embargo sur livraison d'armement à Israël, permettant ainsi à ce 1<sup>er</sup> de livrer ses trois premiers Mystère IV en avril 1956. Plus tard, d'autres livraisons suivirent alors que le renseignement israélien fournissait aux Français des messages codés échangés entre l'Égypte et les chefs du FLN

La France, devenue le principal fournisseur d'armes d'Israël signe dans les jours précédant la campagne du Sinaï un accord avec l'État hébreu pour la construction d'un réacteur nucléaire à Dimona et la fourniture de l'uranium qui lui est nécessaire.

### **d- Les sources historiques de croissances**

La principale source de croissance d'Israël a été son vivier de compétence, dont une grande partie basée sur le talent de ses ressources humaines qui entraîna durant les deux premières décennies d'existence du pays une croissance à deux chiffres.

L'Etat d'Israël, après cette croissance, perd dix années de développement après la guerre de Kippour en 1973 qui le ramena à une inflation à 3 chiffres et provoque effondrement de sa monnaie.

### **e- Israël et le Moyen-Orient et l'Afrique**

Pour le cas du Moyen-Orient historique, Israël y a presque gagné sa guerre contre les Arabes et se voit presque réussir la non-reconnaissance (existence) de l'Etat palestinien, grâce à la guerre de Syrie, Daech et l'organisation Etat islamique.

S'étant retiré de l'Afrique dans les années soixante-dix sous la pression des Arabes qui y voyait leur panarabisme menacé et était contre la création de l'Etat d'Israël, ont aujourd'hui majoritairement des relations diplomatiques et le reconnaissent, qui justifie un équilibre dans les relations internationales avec les pays africains. Grâce à son hégémonie, il effectue un retour triomphant en Afrique, qui annonce la fin non déclarée du panarabisme et la fin de l'idée d'un monde arabe unifié avec la Ligue du monde arabe. Ce qui pousse les Etats qui se proclamaient de cette identité en Afrique à revoir leurs intégrations africaines avec plus de positivité.

### 3.2. La Politique Israélienne

L'Etat Israël exerce une démocratie parlementaire sans constitution mais dont les règles sont formalisées par des lois fondamentales. La vie politique étant marquée par les conflits avec les pays arabes depuis la première intifada avec les Palestiniens (appelée également guerre des pierres, désigne la période de conflit entre les Palestiniens des territoires occupés et Israël, du 9 décembre 1987 et qui prit fin en 1993, avec la signature des Accords d'Oslo). La séparation des pouvoirs est assurée de la manière suivante :

- Le pouvoir législatif est détenu par le Parlement israélien (la Knesset) composé de 120 députés. Les élections ont lieu tous les quatre ans, mais la Knesset peut se dissoudre entre-temps si une majorité de parlementaires le décide. Le Président, ayant peu de pouvoirs pour mandat de sept ans non renouvelables, est élu par la Knesset.
- L'exécutif est dirigé par le Premier ministre issu du parti ou de la coalition majoritaire des parlementaires et qui nomme les ministres. Il est élu au suffrage universel direct.
- Le pouvoir judiciaire détenu par 15 juges de la Cour suprême siègent jusqu'à l'âge de 70 ans. Ils sont nommés par une commission de 9 personnes dont quatre personnalités politiques, trois juges et deux avocats. Dans les faits la commission s'aligne généralement sur les choix des juges. Cette pratique de nomination porte ses limites compte tenu du nombre d'intervention juridique de la cour suprême dans les dossiers qui suscite une limitation de ses pouvoirs et une modification de leur nomination.

Ne disposant pas de constitution officielle, Israël se repose sur plusieurs lois fondamentales qui font office de base de la future constitution. Les fonctions du gouvernement sont régies sur les lois de la Knesset, sur les conventions constitutionnelles et sur la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël.

Israël est un partenaire important de l'Alliance depuis plus de vingt ans, ainsi qu'un membre actif du Dialogue méditerranéen de l'OTAN. Ils coopèrent dans différents domaines, notamment la résilience, la lutte contre le terrorisme, la médecine militaire, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la science et la technologie, la préparation aux situations d'urgence civile et la gestion de ces situations, et l'agenda « les femmes, la paix et la sécurité ».

Au regard d'Israël, la reconnaissance par l'UE du statut spécial qui lui a été octroyé par le Conseil d'Essen en 1994 est essentiel. Cette demande revient systématiquement dans le discours israélien ne souhaitant pas réellement devenir membre de l'UE pour l'instant, malgré les déclarations de certaines élites en ce sens, mais approfondir le plus possible dans le future et de manière bilatérale ses accords dans les secteurs de la science, des services, des transports et de l'éducation.

Le Tsahal en hébreu ou l'armée de défense d'Israël fait partie des forces les mieux entraînées au monde. Il a pour objectif de défendre l'Etat d'Israël, sa souveraineté et son intégrité territoriale, mais aussi d'assurer la dissuasion et la lutte contre toutes les formes de terrorisme qui menacent la population.

Avec l'application du service militaire obligatoire qui dure trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes, toutes les personnes aptes sont appelées à l'âge de dix-huit ans. Les étudiants des établissements d'enseignement supérieur peuvent y avoir accès à travers des reports d'incorporation. En outre, les nouveaux immigrants peuvent aussi bénéficier d'un report d'incorporation ou servir pour des périodes plus courtes, en fonction de leur âge et de leur statut personnel lors de leur arrivée dans le pays.

### **3.3. Les leviers de puissances Israélienne**

#### **a- Puissance Militaire**

Le pays est classé au 18<sup>e</sup> rang selon Global FirePower en 2021 alors qu'il occupait la 17<sup>ème</sup> place 2019 mondial des forces militaires. Figurant parmi les 30 meilleures armées du monde, l'armée israélienne s'aligne aux côtés de l'Égypte, du Brésil et du Japon. Global Firepower signale qu'Israël compte 170.000 soldats en activité au sein de Tsahal, ainsi que 445.000 réservistes ; 7,3% de la population israélienne joue donc un rôle militaire. Le rapport mentionne également que 19,6 milliards de dollars ont été alloués au budget de la défense. Israël jouit d'une sécurité quasi complète parce que la force de son armée dissuade tout adversaire potentiel.

Afin de surmonter la persécution juive, Israël s'est doté qui se distingue par sa supériorité tant numérique que technologique. Cette supériorité ne se réfère pas qu'à une question de nombre ou d'équipements militaires, mais d'organisation, d'entraînement et à une supériorité stratégique que retrouve l'Etat d'Israël dans ses fondements dans la pensée du fondateur.

Le besoin d'une armée supérieure est né de la susceptibilité des autres armées qui pouvaient la menacer. Pour ce faire, il fallait se doter du meilleur service de renseignement possible, afin d'avoir les alertes précoces pour éviter tout effet de surprise. D'où le rôle du Mossad et de l'armée de l'air pour pouvoir dissuader ses ennemis d'attaquer.

Enfin, en cas de conflit, il faut obtenir une victoire décisive aussi rapidement que possible. La suprématie militaire d'Israël est assurée par des principes, au même titre que la valeur de ses armes afin qu'aucune armée d'un Etat Arabe, même le plus radical, ne puisse envisager d'attaquer. Toutes les dispositions sont prises pour une posture défensive.

Pour faire face aux confrontations asymétriques, l'application de la stratégie d'opération plomb durci était obligatoire. Elle avait pour principe et objectif de répondre à la moindre occasion ou tentative d'occasion, de façon impitoyable, quel qu'en soit le prix, en termes de destruction d'infrastructures et de victimes civile.

Fort des expériences passées des nombreuses guerres et des partenariats géostratégiques, Israël a su se forger une notoriété dans plusieurs domaines tel que le renseignement, le nucléaire, les tactiques de guerre, l'armement militaire et technologique etc.

### **b- Diplomatie Israélienne :**

En jouant toujours la carte religieuse, ISRAEL s'est forgé une diplomatie incontestable sur l'échiquier du moyen Orient et de ses alliés.

### **ISRAEL le Jeu d'équilibriste dans le conflit Russie-Ukraine**

Il entretient des liens importants à la fois avec l'Ukraine et la Russie. C'est d'abord le cas démographiquement et historiquement via la diaspora juive issue de l'ancienne Union Soviétique ayant fait l'ALYAH (le retour) en Israël, qui comptait environ de 1,5 million d'Israéliens sur les 9,4 millions.



Ce chiffre reste tout de même pesant vu que cette population représente 20% de la population israélienne. Etiquetée de Russe par les autres israéliens, cette population juive est majoritairement répartie sur le territoire Russophone qu'Ukrainophone. La plupart d'entre eux sont arrivés à la suite de l'effondrement de l'URSS même si l'exode avait commencé plutôt c'est-à-dire depuis l'écroulement de la monnaie israélienne. Mais le lien avec la Russie est aussi également économique avec des relations commerciales diversifiées entre les biens, services et denrées alimentaires, atteignant un volume transactionnel de plus de 3 Milliards de dollars. Cette relation, malgré l'ingérence américaine, n'a cessé de s'accroître au cours des 30 dernières années et qui reste tout de même plus 10 fois plus importante que les relations avec l'Ukraine qui dispose d'un accord de libre-échange entré vigueur en janvier 2021.

### **L'État hébreu désormais fort de six « alliés » arabes**

Le monde assiste aujourd'hui à une réorganisation diplomatique entre Israël et certains Etats arabes, qui sont traditionnellement unis contre le Sionisme mettait en face de toute négociation le règlement du conflit israélo-palestinien. Dans un souci de renforcer ses alliés, la paix a été officialisée avec l'Egypte et la Jordanie, mais aussi sous la contrainte d'un rapport de force qui déséquilibrait son hégémonie avec ses voisins de la même région. Dès lors, un quart de siècle s'était quasiment écoulé sans grande avancée. L'Etat Israélien a continué durant ces années à se distinguer par sa supériorité dans le secteur des technologies de défense, mais il a également eu l'intelligence stratégique d'investir dans la prospection de ses eaux territoriales pour y découvrir de formidables **gisements de gaz naturel**. Grâce cette orientation juteuse, une avancée majeure a été faite dans la foulée, permettant à l'État hébreu de convertir toute sa consommation énergétique (avec la confortable perspective d'autarcie sur plusieurs décennies), et d'exporter son surplus. Depuis lors, Israël a non seulement toujours son bâton, mais détient aussi une carotte.

### **Diplomatie Américaine**

Le malentendu qui doit être rectifié est celui selon lequel le soutien des Etats-Unis à Israël est surtout une manifestation de la complaisance du gouvernement envers des juifs ayant une puissance politique. Il est vrai que les juifs, en général, font de brillantes carrières, sont bien éduqués et jouissent de places de choix dans les médias, l'éducation supérieure, la culture et la fonction publique. Les Israéliens disposent d'un lobby puissant et bien organisé aux Etats-Unis. Cependant les juifs ne constituent que 2,2 % de la population et la majorité d'entre eux (bien qu'elle soit en diminution) vote pour les candidats démocrates. Ce lobby pro-israélien n'irait pas



très loin s'il ne défendait pas des politiques approuvées par la majorité des Américains. En plus, la protection chrétienne des intérêts d'Israël n'est pas confinée à la droite fondamentaliste. Des organisations multi-chapelles relativement répandues, telle que la National Christian Leadership Conference for Israël, considèrent qu'un Etat juif fort est une protection juste et nécessaire contre d'autres persécutions antisémites.

Quelles que soient les positions de la nouvelle administration, la relation entre les Etats-Unis et Israël va demeurer étroite, Israël n'a pas d'allié plus sûr que les États-Unis, et à l'inverse, les Américains considèrent Israël comme une carte essentielle au Moyen-Orient. Malgré l'absence de proximité idéologique et presque "affective" comme celle qui existait entre Trump et Netanyahu, les Etats-Unis et Israël feront donc preuve de pragmatisme l'un envers l'autre.

La réflexion de la nouvelle administration, se dirige vers bon nombre de question, notamment le potentiel du renouement du Dialogue stratégique sur le Nucléaire avec l'Iran, mais aussi de revoir la position des Etats unis dans les accords de Vienne de 2015, qui avaient été signés avec l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Chine, et la Russie. A ce stade, Israël fait preuve de beaucoup de modération et de discrétion sur ce sujet, qui lui est pourtant essentiel. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce silence : Les enjeux de politique intérieure, le choc de la Covid-19 et les enjeux régionaux qui se posent.

### **Intégration dans le monde arabe au XXI siècle**

Le début des années 2010 a vu l'avènement de nouveaux affrontements qui éclatèrent entre l'armée israélienne et les mouvements pro-palestiniens dans la Bande de Gaza en 2010, 2012 et 2014. L'abordage d'un navire humanitaire turc en 2010 provoque une crise diplomatique entre Israël et la Turquie et une suspension de leurs relations bilatérales entre 2010 et 2013.

L'annexion par Israël du plateau du Golan et la « légalité » des colonies israéliennes en 2019.

En 2020, Israël normalise ses relations diplomatiques avec au moins 5 pays : les Émirats arabes unis et Bahreïn lors des « Accords d'Abraham », le Soudan, le Maroc et le Bhoutan.

En début d'année 2021, Israël normalise ses relations avec le Kosovo, reconnaissant la ville disputée comme capitale officielle de l'État hébreu, qui annonce son intention d'installer son ambassade à Jérusalem.

Israël utilise parallèlement des offres de fournitures de grandes quantités de vaccins pour se rapprocher, nouer des relations, ou obtenir des concessions de certains pays bénéficiaires dans le contexte de pandémie du Covid-19, y compris la Syrie pourtant officiellement en guerre avec Israël.

En 2021, en Israël comme dans la bande de Gaza, la reprise des affrontements entre Israéliens et Palestiniens, embarrasse les pays arabes ayant renoués leurs relations diplomatiques avec l'État hébreu l'année précédente. Mais ces affrontements ont peu de chances d'avoir des conséquences significatives sur les relations diplomatiques israélo-arabes contrairement à la seconde intifada, chacun ayant des intérêts stratégiques dans ces relations.

Grace aux accords d'Abraham, les Émirats arabes unis et le Bahreïn ont obtenu l'accord de principe pour la technologie israélienne et du soutien militaire américain. Pour leur part, Maroc et le Soudan ont obtenu d'importantes concessions de la part des États-Unis comme la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et le retrait de la liste noire des États soutenant le terrorisme pour le Soudan en échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Aucun autre pays du Maghreb n'avait de relation diplomatique officielle avec Israël à part le Maroc jusqu'à 2020, mais il y'avait avec certains l'existence d'une coopération limitée avec l'État hébreu : essentiellement économique et sécuritaire. A l'instar de la Tunisie, le Maroc est le deuxième pays du Maghreb à nouer des relations avec Israël. D'importantes communautés juives y étaient implantées, depuis la fin du Moyen-Âge. Un an à peine après la normalisation de leurs relations, face aux menaces et défis dans la région, les deux pays ont signé un protocole d'accord qui lance formellement la coopération sécuritaire sous tous ses aspects (planning opérationnel, achats, recherche et développement, etc.).

Ambitionnant de se hisser comme puissance régionale, cet accord, qui prévoit un volet sur la coopération dans l'industrie militaire, donne un avantage concurrentiel technologique et militaire au Maroc par rapport au voisin algérien.

## c- Puissance Economique

La doctrine militaire israélienne adopta les conceptions dominantes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, celles de la **guerre industrielle et interétatique** depuis sa création en tant qu'État. Le mode opérationnel était le *Blitzkrieg*, mettant l'accent sur le mouvement et la concentration des forces et du feu sur les centres du dispositif ennemi.

### Les avancées technologiques

Le modèle économique d'Israël est basé sur le système capitaliste moderne des pays jeunes et se caractérise par la prédominance du secteur public et du secteur de haute technologie à croissance rapide. Surtout dans ce domaine, les entreprises israéliennes sont très appréciées sur les marchés financiers mondiaux. Israël est le deuxième plus grand pays après les États-Unis en termes de nombre d'entreprises cotées au NASDAQ. En 2010, il devient officiellement membre de l'OCDE. De plus, c'est le premier pays au monde à avoir le pourcentage le plus élevé d'ingénieurs dans la population active.

Le succès Israélien dans le secteur de l'ingénierie est dû à une combinaison de plusieurs facteurs. Ce succès s'appuie sur des engagements depuis près de 50 ans.

L'orientation stratégique de la mise en place du programme Yozma dans les années 1990 a contribué à la croissance du capital-risque. Les entreprises de haute technologie bénéficient de nombreux avantages fiscaux.

Israël possède un écosystème de 9 000 startups qui ont levé un record de 10 milliards de dollars en 2020 (déjà 14 milliards de dollars dans les premiers mois de 2021). Les acquisitions et les introductions en bourse se sont élevées à 21,7 milliards de dollars en 2019 (contre 2,6 milliards de dollars en 2010).

L'écosystème d'Israël mûrit. Le pays compterait une trentaine de licornes (dont 12 créées en 2019), ainsi qu'une vingtaine d'entreprises dont les valorisations oscillent entre 500 et 900 millions de dollars. Ainsi, la montée en puissance des big deals reflète l'appétit des investisseurs pour les entreprises qui ont atteint ce stade de développement avancé.

Le pays se distingue dans plusieurs domaines : la cyber sécurité (où se concentrent 20 % des investissements mondiaux), l'intelligence artificielle (technologie qui traverse tous les domaines d'application), la mobilité intelligente, la santé numérique, la technologie agricole/alimentaire et la technologie financière.

Classé sixième au Bloomberg Innovation Index, dixième au Global Innovation Index, premier pays en termes de startups par habitant, l'écosystème israélien se caractérise par une densité unique : 809 \$ par habitant ont été investis dans les startups israéliennes en 2018 contre 302 \$ aux États-Unis, 58 \$ en Chine et 41 \$ en Europe.

### **Le Secteur Financier en pleine croissance**

Israël compte 300 accélérateurs, 200 fonds de capital-risque et 350 centres de R&D de sociétés multinationales. Elle consacre 4,94 % de son PIB à la R&D résidentielle, le pourcentage le plus élevé au monde. Ensemble, ces 350 centres de R&D contribuent à 40 % des dépenses civiles de R&D et emploient plus de personnel de R&D que toutes les startups réunies.

Près de 90 % des investissements dans les startups israéliennes proviennent de l'étranger. Les États-Unis représentent 80 % des fusions et acquisitions et des centaines d'entreprises israéliennes sont cotées au NASDAQ. Ces relations financières et stratégiques donnent aux entreprises israéliennes une exposition directe au marché mondial. Cependant, cela comporte un risque très élevé de concentration et de dépendance économique vis-à-vis des États-Unis.

Plusieurs actions favorisent ce dynamisme, comme la culture de l'aventure et de l'entrepreneuriat, le rôle de l'armée, à la fois formateur (service militaire) et commandant, ou encore la formation des ressources humaines (cours de programmation au secondaire).

L'étroitesse du marché intérieur et l'insularité d'Israël encouragent par ailleurs l'internationalisation des start-ups. Les interactions entre les secteurs civil et militaire, les secteurs public et privé, les entreprises et les investisseurs, les universités - l'armée et le gouvernement sont évidentes.

### **Innovations Agricoles :**

Le secteur de l'agriculture en Israël représente 2,5 % du PIB et 3,6 % des exportations, avec une population agricole ne représentant que 3,7 % de la population active.

Israël est un important exportateur de produits frais et un leader des technologies agricoles, et ce malgré l'aridité d'un climat peu propice à l'agriculture. Plus de la moitié du pays est désertique, le climat et le manque d'eau étant préoccupants dans toute la région. À ces difficultés, s'ajoute les conflits avec ses voisins. Dans ce contexte, l'autosuffisance alimentaire est un impératif.

Israël est autosuffisant à 95% de ses besoins alimentaires, complétés par des importations de céréales, d'oléagineux, de viande, de café, de cacao et de sucre. L'agriculture israélienne se caractérise par la présence de deux types de communautés agricoles, le kibboutz et le moshav.

Les succès de la recherche et de l'innovation israéliennes dans l'agro-industrie sont exportés dans le monde entier.

### **Industrie Militaire :**

IMI ou Israel Military Industries Ltd est un fabricant d'armes israélien spécialisé dans la conception d'armes célèbres et populaires dans le monde, notamment les armes légères Uzi, Galil ou Desert Eagle. L'IMI était contrôlée par le gouvernement israélien jusqu'à sa privatisation en 2018. Elle fournit de nombreuses forces de sécurité israéliennes, et en particulier des soldats de Tsahal.

L'IMI bénéficie de l'accord d'Abraham, signé en 2020 avec les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Ces pays ont représenté une part importante des contrats conclus par des entreprises israéliennes, tant publiques que privées. Sur les 11,3 milliards de dollars réalisés l'année dernière, 7 % provenaient des pays arabes.

L'Europe reste la première destination de la technologie militaire de Tel-Aviv, avec 41 %, suivie de l'Asie et de la région pacifique (34 %), puis de l'Amérique du Nord (12 %). Cependant, le rapport n'a pas précisé le type d'armes et d'équipements que les signataires de l'accord d'Abraham avaient commandés.

L'armée israélienne se félicite de ce bilan avec les capitales arabes. "Les priorités changeantes et les partenariats mondiaux comme les Accords d'Abraham créent une forte demande pour les systèmes technologiquement avancés d'Israël", a déclaré le général de réserve Yair Kulas, chef du Département de la politique de coopération du ministère de la Défense d'Israël. Et de souligner que le département de Benny Gantz "travaille avec l'industrie israélienne pour assurer une augmentation continue de la coopération militaire" avec les États arabes.

Entreprises en difficulté financière sur des marchés locaux où la capacité de recouvrement de créances est limitée et où un manque d'expertise financière est démontré.

## 3.4. Quelques faiblesses de l'Etat Hébreu

**Le modèle israélien malgré son développement économique, technologique et sa force sur le plan géopolitique et géostratégique, présente quelques points faibles :**

- Pays constamment en conflit avec le monde arabo-musulman face à la situation de la Palestine.
- L'instauration de la natalité juive plus importante que celle des autres communautés.
- **Le Choc de la pandémie**

L'activité économique fait face à un choc de grande ampleur. La pandémie de coronavirus a atteint l'économie israélienne en profondeur. Les mesures de suspension d'activité et l'incertitude forte qui règne ont provoqué une contraction brutale de la production.

Le marché du travail a sévèrement été touché. Plus d'un million de salariés ont dû quitter temporairement leur emploi dans le sillage des fermetures d'entreprises. Nombre d'entre eux sont retournés travailler lorsque l'activité a repris, à la faveur des aides publiques versées pour les réembaucher. Il reste que la gravité du choc et de possibles restructurations d'activités laisseront de nombreux candidats à l'emploi sans réponse. Les politiques publiques de reconversion et d'aide à la recherche d'emploi seront d'une importance cruciale.

- **Problèmes Socio-économique**

Des dépenses supplémentaires en matière de protection sociale et d'infrastructures pourraient être nécessaires pour renforcer la capacité des autorités à faire face à l'ampleur des disparités socioéconomiques, à stimuler la productivité et à soutenir la reprise de la demande totale. Participer à ces dépenses tout en gardant la maîtrise des finances publiques nécessitera une efficacité accrue des dépenses publiques et une augmentation soutenue des recettes fiscales.

Alors que le secteur de la haute technologie représente plus de 45% des exportations de biens et services, il ne contribue qu'à 9% des emplois et environ 13% à 15% du PIB. 77% de ces entreprises sont situées à Tel-Aviv ou dans un rayon de 20 km. Elles emploient majoritairement des hommes (74%). Si la population arabe représente 22% de la population totale, alors seulement 1,5% travaillent dans ce domaine.

Diffuser l'innovation israélienne dans l'ensemble de l'économie est donc un défi car les startups israéliennes se lancent immédiatement à l'international et s'intéressent peu au marché local.

Un manque d'environ 18 500 ingénieurs et développeurs dans l'écosystème israélien menace la pérennité du système et conduit à des salaires plus élevés difficiles à maintenir à long terme.

Entreprises en difficulté financière sur des marchés locaux où la capacité de recouvrement de créances est limitée et où un manque d'expertise financière est démontré.

### 3.5. Quelques points forts du Maroc

Sur le plan comparatif avec le Maroc, ce dernier présente également des similitudes d'impact régional surtout en Afrique de l'Ouest et Centrale :

- L'impact de la technologie marocaine dans le secteur de l'Agro/Industrie, du Transport et de l'énergie en Afrique.
- Les entreprises marocaines au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières en Afrique font parties du Top des Notations (l'impact systémique).
- L'implantation et l'accroissement des sociétés marocaines de télécommunication aux établissements financiers en Afrique
- L'importation de la culture marocaine (Soft Power)
- Le poids du Maroc vis-à-vis de l'Union Africaine, à l'UEMOA et à la ZLECAF
- Plusieurs canaux de formation des étudiants sur son territoire.
- Le Maroc en signant les accords d'Abraham donne un signal fort à la coopération avec l'état hébreux sur plusieurs plans : Militaire, cybersécurité, développement de l'agriculture et rationalisation de l'utilisation de ses ressources hydriques, ainsi que l'esprit entrepreneurial, notamment les startups innovantes.

Sur le plan international, le Maroc peut s'appuyer sur le lobby israélien aux USA afin de défendre sa première cause nationale qui est le Sahara.

## 4. La Corée du Sud

### 4.1.Présentation

Selon la formule de Tagor, la Corée du Sud est un pays qui est passé du « matin calme » à celui de « la surprise du matin ».<sup>14</sup>

---

14 L'évolution historique de la Corée du Sud en tant que puissance intermédiaire- Ha Young Chool, Traduit de l'anglais par Laurent Amelot; Dans Outre-Terre 2014/2 (N° 39), pages 243 à 252

La Corée est une péninsule de 220 000 km où vivent près de 51,8 millions d'habitants. Elle se situe à l'ouest du Japon et est rattachée dans sa partie Nord à la Chine et à la Russie. D'un point de vue stratégique, la péninsule constitue naturellement une zone tampon dont l'histoire témoigne des nombreux combats menés pour l'affirmation de son identité au milieu des grandes puissances régionales et mondiales. Le pont naturel qu'elle représente entre les grandes nations a cependant été brisé dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. La péninsule divisée au niveau du 38ème parallèle. La séparation subsiste toujours entre les deux Corées, physiquement représentée par une zone démilitarisée.

### 4.2. Leviers de puissance de la Corée du Sud

#### b- Plan économique

Symbole de l'un des processus de développement les mieux réussis de l'après Seconde Guerre mondiale, ce pays de l'Asie de l'Est a connu un développement économique spectaculaire après une guerre dévastatrice et se positionne désormais comme la 10ème économie mondiale. Membre de l'OCDE et du G20, la Corée du Sud est le 6ème exportateur mondial (644 Md\$), ce pays a fondé sa puissance et son influence sur le développement économique et la démocratisation nouvellement acquise.

En effet, sur le plan économique, la renaissance a commencé à partir des années 60 grâce à des stratégies centrées sur l'exportation, le produit intérieur brut *percapita* passant de 87 dollars US en 1960 à plus de 4 830 en 1989. Ce succès a été baptisé « miracle du fleuve Han ».

Le contexte spécifique de la guerre froide n'a pas empêché le pays de se doter d'une structure industrielle globale et multisectorielle. Il faut dire que la nécessité de se doter d'une industrie lourde et puissante était une priorité de défense face à un voisinage hostile et à toute confrontation militaire avec la Corée du Nord.

Il est important de relever l'impact du contexte régional, qui est marqué par des puissances communistes à l'instar de la Chine, ainsi que la volonté des Etats Unis de "freiner" le géant chinois. Ceci a permis d'apporter une sorte de parapluie sécuritaire américain, facilitant également l'accès du marché américain aux produits sud-coréens. A rappeler qu'au cours des années 1960, le marché américain représentait plus de 40 % des exportations sud-coréennes, permettant l'ouverture de plusieurs perspectives internationales qui ont été saisies par les industriels et travailleurs sud-coréens. En effet, et malgré le fait que la région soit particulièrement instable, la



Corée du Sud a pu développer une stratégie visant à maintenir autant son alliance militaire avec les États Unis que ses bonnes relations diplomatique et économique avec la Chine, son premier partenaire commercial et seul pays encore capable d'influencer son rival nord-coréen.

Le miracle coréen est désormais reconnu à l'échelle mondiale, grâce à l'impressionnant développement économique et une présence diplomatique des plus dynamiques.

### **c- La Corée tient sa force économique de son industrie :**

Selon la Banque Mondiale, l'industrie coréennes représente 25 % du PIB du pays (2020), soit l'une des parts les plus importantes parmi les pays développés (contre 20 % pour le Japon ou 18 % pour l'Allemagne par exemple). L'industrie qui s'est déployée dans un premier temps selon le concept d'atelier, a opéré une remontée de filières accélérée au cours des dernières décennies. Le pays a orienté son appareil industriel vers l'industrie lourde, comme en témoigne l'importance de son industrie navale, de la construction ou du secteur automobile. L'industrie électronique, représentée par des entreprises d'ampleur mondiale à l'instar de LG et de Samsung, considérées aujourd'hui comme principal moteur de croissance de l'économie coréenne.

En effet, l'industrie électronique coréenne s'est spécialisée sur les biens de consommation (écrans, puis smartphones), et au fil du temps, l'industrie électronique coréenne profitant de la délocalisation des chaînes de production des grands groupes, s'est spécialisée sur des biens intermédiaires à haute valeur ajoutée, utilisés dans l'ensemble des chaînes de production mondiales : la Corée a en particulier enregistré en 2021 128 Md\$ d'exportations dans les semi-conducteurs (circuits intégrés, dans le cas coréen essentiellement les puces et cartes mémoires, sur lesquelles la Corée est, assez largement, leader mondial). Ce dynamisme est soutenu par un effort de R&D très important, qui fait de la Corée le deuxième pays le plus dépensier au monde en proportion du PIB en 2021 (4,6 %). Samsung était également, l'entreprise la plus dépensière en R&D au monde en valeur absolue (près de 20 Md\$ en 2021).

### **d- Une représentation au sein des principales organisations internationales:**

La Corée du Sud siège aujourd'hui au sein des principales organisations internationales. Membre de l'OCDE et du G20, le pays a rejoint le Club de Paris en 2016. La Corée poursuit son ouverture commerciale en multipliant les accords de

libre-échange (ALE), qui pourraient à terme couvrir presque 90 % de ses échanges. La Corée est ainsi le 1er pays à avoir conclu un ALE avec les 3 principales puissances économiques mondiales, UE, USA et Chine. C'est aussi le 1er partenaire commercial d'envergure avec qui la Chine a signé un accord de libre-échange en 2015. L'accord de libre-échange entre la Corée et l'UE, en vigueur depuis 2011, a permis d'éliminer plus de 99 % des droits de douane et a bénéficié au commerce bilatéral entre la France et la Corée.

### **e- La stratégie diplomatique : Levier pour sortir d'une situation d'isolement entre grandes puissances ?**

En parallèle d'un développement économique exponentiel, la Corée du Sud a déployé une politique étrangère baptisée « Trustpolitik ». Elle consiste à promouvoir une stratégie de diplomatie d'une puissance moyenne en utilisant le détour du sud-est asiatique et de l'Asie-centrale afin de renforcer son influence en Asie. Cette volonté d'existence en dehors de son environnement proche est davantage marquée depuis quelques années. Environnement direct marqué par un isolement dû à une lutte d'influence entre d'un côté la Chine, le Japon, les USA et la Russie et de l'autre côté accentué par la menace d'un voisin bradant un conflit nucléaire et constituant un symbole d'instabilité dans la région et un risque nucléaire.

Cette politique d'expansion sud-coréenne est perçue comme une réelle nécessité. Elle repose avant tout sur son influence économique et diplomatique, tout en s'appuyant sur des partenaires et des institutions fiables, grâce au développement de partenariats avec de nombreuses puissances moyennes régionales, Séoul s'est engagé dans plusieurs cadres de coopération, et joue donc un rôle déterminant dans les structures de coopération régionale en Asie, mais aussi à travers le monde.

Ensuite vient « Global Korea » qui est une nouvelle stratégie s'organisant autour du principe de développement de la diplomatie de réseau, ayant pour objectif de déplacer l'alliance avec Washington du niveau régional au niveau global. En misant sur son Soft Power et une diplomatie de réseau, Séoul a ainsi entamé sa stratégie d'influence en Asie du Sud-Est, laboratoire test de sa diplomatie dynamique.

### **4.3. Le dragon sud-coréen peut-il être un modèle au lion africain pour prétendre à devenir une puissance régionale ?**

La Corée du Sud et le Maroc sont deux pays ayant plusieurs similitudes : Contexte géostratégique instable, voisinage hostile, faiblesse des ressources énergétiques, économie naissante à partir des années soixante.

Aujourd'hui, le gap est énorme, selon la Banque Mondiale, (en 2020, le PIB de la Corée du Sud est de 1.437.531 M€ contre 100.667 M€ au Maroc, mais l'ambition du Maroc de devenir une puissance régionale pourrait tirer quelques enseignements du modèle sud-coréen.

Comme en Corée du Sud, l'industrie et l'export sont les deux fers de lance qui ont servi à bâtir la puissance de Séoul. Le Maroc a pris pari depuis une vingtaine d'années, en se positionnant sur de nouveaux secteurs tels que l'industrie automobile devenu premier secteur exportateur du pays ainsi que l'industrie aéronautique. Profitant d'une position géographique aux portes de l'Europe, et mettant en place une stratégie industrielle offrant aux entreprises européennes une base industrielle compétitive et des ressources humaines qualifiées, le Maroc constitue désormais la plateforme idoine pour soutenir l'Europe à maintenir sa compétitive face à une concurrence féroce des américains et des asiatiques.

L'autre levier de la puissance de la Corée du Sud est le capital humain, en effet, le pays a fait de l'économie de savoir son fer de lance et l'éducation est considérée comme une religion en Corée du Sud. Les études sont un gage de réussite sociale dans ce pays de tradition confucéenne. Ainsi, le Maroc qui, malgré plusieurs réformes de son système éducatif peine à mettre en place de vraies stratégies de formation et d'éducation capable d'accompagner sa volonté de développement socio-économique, a érigé le capital humain en tant que priorité majeure dans son nouveau modèle de développement à l'horizon 2035.

Les valeurs du travail, le respect, le sérieux, et d'une manière générale les soft skills ont permis à la Corée de réussir la création de conglomérats industriels (Chaebols) dans l'automobile, l'électronique (Samsung, Hyundai, LG) ou le chantier naval et l'industrie chimique.

Sur le plan géopolitique, l'allié américain permet à la Corée du Sud d'assurer une certaine protection face à son voisin. C'est la même protection à laquelle aspire le Maroc pour neutraliser une certaine nuisance de son voisin de l'est.

Selon une étude de la Direction des Etudes et des Prévisions financières du ministère des Finances marocain, Il existe un lien positif et significatif entre la gouvernance et le développement économique. Il en ressort qu'au 'niveau institutionnel, la Corée du Sud est parvenue à améliorer sa position en termes de gouvernance, à travers l'application et le respect des règles formelles, relatives à l'efficacité du fonctionnement de l'administration publique et de la justice, ainsi qu'à la cohésion et la mobilité sociales et la sécurité des transactions et des contrats.

La Corée du Sud fait également partie des pays caractérisés par un fort sentiment d'appartenance nationale et garantissant une meilleure couverture du territoire par les services publics, un faible niveau de corruption et du travail informel, une normalisation de l'information sur la qualité des biens et services et une efficacité de l'administration fiscale. Ces mesures sont également des leviers pour le Maroc dans sa quête d'un statut de puissance régionale.

## Chapitre III : Etat des lieux : Forces et faiblesses du Maroc

### I. Spécificités économiques

Jouissant de spécificités internes particulières, le Maroc se distingue par une économie qui dépend principalement de l'agriculture, du tourisme et de l'exportation de produits à faible valeur ajoutée. A cela s'ajoute l'évolution constante du secteur industriel, porteur de débouchés salvateurs pour le pays, tant sur le plan économique que sur le plan social.

A cet effet, il est important de souligner que le Royaume jouit de vastes terres arables, qui, théoriquement, lui permettraient de garantir sa souveraineté alimentaire. Parallèlement, son potentiel agricole lui permet d'exporter des produits y afférents sur les marchés européens. Toutefois, cela se fait au détriment des ressources hydriques du pays, qui de par ses caractéristiques géographiques est très à même de faire face à un stress hydrique. En effet, largement dépendant de la pluviométrie, le Maroc souffre ponctuellement de périodes de sécheresse qui lèsent grandement son économie et font peser un poids supplémentaire sur les finances publiques.

Par ailleurs, le Royaume profite de sa proximité avec le marché intérieur de l'UE, qui lui a permis de tisser des partenariats avancés avec certains pays, notamment concernant l'exportation de produits agricoles, de phosphate et produits dérivés, ainsi que de certains produits manufacturés, à savoir les automobiles, les pièces aéronautiques et électroniques. Cette industrialisation du Maroc est le fruit d'une stratégie s'appuyant sur une montée de gamme et une diversification, qui ont vu le jour en 2014, sous l'impulsion d'un plan d'accélération industrielle.

Le secteur automobile, qui est le porte-étendard de la stratégie marocaine, se présente comme pourvoyeur d'emploi et de devises. Cependant, il est à noter l'absence d'un réel écosystème industriel automobile national, à même de permettre au pays d'entreprendre le virage de l'industrialisation tant voulu. Cette ambition passerait par un taux d'intégration important et la formation de compétences nationales, qui pourraient prendre le flambeau au cas où le Maroc serait sujet à une délocalisation des usines européennes. Dans une conjoncture où la souveraineté stratégique est au centre des débats européens, un tel scénario n'est pas à exclure. Il est important de souligner que malgré les efforts consentis par le Maroc, la croissance du PIB non agricole ne dépasse pas la valeur ajoutée agricole.

L'économie marocaine profite également de la stabilité politique que lui octroie la Monarchie, impactant par extension sa stabilité macro et microéconomique, qui lui permet d'attirer les investissements étrangers et les grandes multinationales. A cet égard, l'engagement de réformes et de chantiers colossaux ont permis d'asseoir les bases d'une économie viable, qui rassure les investisseurs internationaux. En sus, la

confiance qu'inspire le tissu économique marocain permet d'assurer la soutenabilité de la notion de la dette marocaine par les agences financières internationales, qui permettent par leur apport de consolider les finances publiques, sujettes à un déficit croissant.

A cet effet, le FMI et la Banque Mondiale, entre autres, aident à rééquilibrer les finances étatiques. Toutefois, à l'instar du programme d'ajustement structurel du FMI en 1983, les réformes préconisées ou imposées par les institutions internationales n'ont pas toujours un effet positif pour le pays les appliquant. D'où la nécessité de limiter au possible l'endettement extérieur pour assurer une certaine souveraineté stratégique, à l'aune d'un accroissement des pressions sur les économies, notamment inflationnistes, qui risque de déboucher sur une stagflation.

Plus globalement, portée par un déficit budgétaire important, la part de l'endettement public est en continuelle évolution au Maroc, approchant dangereusement de la barre des 100% du PIB tandis que le pays cherche à réduire ses dépenses et à augmenter ses recettes douanières et fiscales pour alléger structurellement le budget de l'Etat. Cependant, le Royaume du Maroc est, aujourd'hui, dans une étape charnière de son développement, où moult chantier pharamineux sont en cours de réalisation, tant sur le plan social, économique, que militaire, et ce pour doter le pays de moyens à même de lui permettre d'accomplir ses ambitions.

A titre d'exemple, les ports en eaux profondes et intégralement connectés comme Tanger-Med, Jorf Lasfar, Dakhla Atlantic, Casablanca Port, Nador West ou encore les autoroutes et les TGV sont autant de projets qui auraient permis au Maroc de gagner 1 point de croissance, porté principalement par le commerce.

Dans un autre registre, le Maroc dispose d'un atout important, qui est le tourisme. Ce dernier lui permet d'attirer des millions de touristes annuellement et est un important pourvoyeur de devises. Toutefois, la majorité des touristes est composée d'MRE. Les solutions pour booster la croissance du secteur touristique serait la mise à niveau des infrastructures nationales, la mise en avant des atouts historiques, l'élargissement des offres touristiques et le ciblage de touristes asiatiques, notamment chinois, qui pourraient massivement voyager au Maroc, sachant que ces derniers sont de grands dépensiers.

Concernant la fiscalité, l'élargissement de l'assiette fiscale permettrait théoriquement de soulager le budget étatique mais des efforts sont encore à consentir puisque le poids de la fiscalité pèse principalement sur la classe moyenne ; d'autant plus que la part de l'informel dans l'économie nationale est importante, impactant la croissance du pays.

L'économie marocaine, bien que disposant d'atouts importants favorisant son évolution, elle souffre de faiblesses qui entravent son émancipation. En effet, cette dernière est très dépendante des performances du secteur agricole, qui lui-même dépend grandement de la pluviométrie, soit des aléas climatiques. C'est dans ce sens que, ponctuellement, le Royaume fait face à des sécheresses dévastatrices, à l'instar de celle du début d'année 2022, qui peuvent paralyser partiellement l'activité économique et entraîner une augmentation du taux de chômage, de la pauvreté et des disparités sociales. Cette problématique est de nature à imposer au pays de revoir son modèle économique en priorisant les activités non-marchandes et industrielles. Nonobstant, le secteur agricole ne devrait pas être délaissé, dans la mesure où son importance réside dans son apport quant à la souveraineté alimentaire du Maroc. Dans ce sens, les choix agricoles faits ces dernières décennies n'ont pas servi ce choix stratégique mais ont plutôt visé à augmenter les exportations nationales vers les marchés internationaux, notamment celui de l'UE, hypothéquant, de facto, les réserves hydriques du pays, qui subissent un stress permanent.

Dans le même sillage, le développement économique et social du Maroc est hétérogène, créant des disparités sociales, sous l'effet d'un développement inégal du tissu économique des différentes régions (*une poignée de région contribue à 50% du PIB*). Pour pallier ce déphasage et réduire, de ce fait, drastiquement la pauvreté et le chômage chez les jeunes, un développement régional harmonieux est préconisé. A cela s'ajoute le poids de la corruption endémique, qui participe à retarder et à entraver le développement de certaines régions.

L'économie marocaine souffre d'une faiblesse de la productivité et de la compétitivité. En effet, malgré des efforts importants consentis dans la chaîne de valeur automobile par exemple, le Maroc ne produit qu'une faible valeur ajoutée, notamment eu égard aux investissements du secteur public et privé. En sus, la structure économique marocaine n'évolue pas à un rythme assez soutenu pour répondre à la demande des jeunes diplômés, qui n'obtiennent pas des postes en adéquation avec leur qualification. L'Etat, pour sa part, n'arrive pas à résorber le chômage des jeunes, qui est de plus en plus important.

Concernant le développement humain et social, qui a été porté par une stratégie d'endettement pour que l'Etat soit à même de subventionner des produits de première nécessité, creusant le déficit budgétaire, son évolution a été limitée. Cette stratégie souffre de lacunes structurelles et conjoncturelles, dans la mesure où l'économie marocaine est fortement dépendante des importations et donc est fortement impactée par des facteurs exogènes. Preuve en est, la récente guerre russo-ukrainienne qui a fortement lésé les capacités financières de l'Etat. Le rythme de réduction de la pauvreté et de l'analphabétisme est en deçà des attentes nationales,



freiné par des réformes qui tardent à être mises en place, notamment celles concernant l'enseignement et la santé. L'un des problèmes majeurs auquel fait face le Maroc est le financement de ses chantiers sociaux et économiques. A cet effet, bien que la CSMD ait dressé une feuille de route des chantiers nécessaires au développement du pays, le Maroc n'a pas la capacité d'assurer la mise en place de toutes les mesures préconisées.

### 1. Richesses halieutiques

Le Maroc jouit de richesses halieutiques conséquentes qui lui offrent des possibilités en termes de consommation interne et de commerce, notamment avec l'UE. Cependant, le Maroc souffre d'un manque d'infrastructures, dans la mesure où il ne dispose pas d'une flotte moderne à même de lui permettre de profiter pleinement de ses richesses. Au-delà de l'aspect économique, les accords de pêches entre les deux parties revêtent aussi une nature politique.

A cela s'ajoute le risque d'une surexploitation des ressources marocaines qui ferait planer le spectre d'une raréfaction de ces dernières et donc d'une augmentation des prix pour le consommateur marocain. A titre d'exemple, l'Union nationale des industries de la conserve de poisson a déploré, en octobre 2021, une rareté des ressources.

Sur le plan économique, la production halieutique contribue à la croissance avec près de 17 milliards de dirhams de valeur ajoutée en 2019. Elle génère, par ailleurs, un flux important de devises et garantit environ 700.000 emplois directs et indirects. De surcroît, les exportations halieutiques permettent de réduire le déficit de la balance commerciale, les exportations étant largement supérieures aux importations.

Le potentiel de l'aquaculture au Maroc est très important, dans la mesure où la qualité des produits d'agar-agar marocains est considérée comme la meilleure sur le marché de l'UE. La production nationale d'algues a grimpé, passant de 19.071 tonnes à 22.219 tonnes en 2020, générant une valeur de 83,3 millions de dirhams. Au-delà l'apport des algues pour le secteur aquacole, ces dernières sont également bénéfiques pour les industries pharmaceutique, textile et chimique mais aussi agroalimentaire. En sus, cette filière est pourvoyeuse d'emplois et de devises.

### 2. Phosphate et minerais

Le Maroc dispose des 2/3 des réserves mondiales de phosphate, utilisé notamment pour les fertilisants. Longtemps miné par les faibles prix du phosphate, le Royaume a profité de la récente envolée des prix, à l'aune de la crise russo-ukrainienne.

Le Maroc pourrait profiter de la détérioration des relations entre la Russie et certains pays de l'UE pour étendre ses parts de marchés en Europe au détriment de phosagro.



Toutefois, le fleuron national qu'est l'OCP souffre d'une concurrence ardue, notamment de la part de l'américain Mosaic aux Etats-Unis et du Saoudien Ma'aden en Afrique. Un nouvel acteur est en phase d'entrer dans le secteur des phosphates, à savoir l'Algérie, qui a signé un accord avec deux entreprises chinoises pour relancer le projet phosphates intégré, pour un montant de 7 milliards de dollars. Toutefois le pays dispose de réserves étonnantes comparativement au Maroc, et ne serait donc pas en mesure de réellement concurrencer l'OCP sur le long terme.

Au phosphate s'ajoutent différents minerais, à l'instar du fer, du manganèse, du zinc et du charbon. Ces derniers sont principalement utilisés à des fins domestiques.

Afin d'impulser une nouvelle dynamique au secteur minier national, une nouvelle stratégie 2021-2030, venant actualiser la stratégie 2013-2025, a été mise en place. Cette dernière repose sur six enjeux principaux, à savoir :

- L'adaptabilité de la fiscalité et de la réglementation aux spécificités du secteur minier national ;
- La disponibilité du capital humain qualifié et la capitalisation du savoir nécessaire ;
- La valorisation de l'image, l'acceptabilité sociale et l'impact sur le développement local ;
- La dynamisation de la recherche et de l'exportation minière ;
- La professionnalisation des opérateurs miniers ;
- L'adaptabilité de l'organisation du secteur.

Par ailleurs, ce nouveau plan vise à tripler le chiffre d'affaires du secteur à plus de 15 milliards de dirhams, contre 6.5 milliards en 2020. Parallèlement, il vise également à multiplier par 10 le volume d'investissement dans l'exploration et la recherche minière à près de 4 milliards de dirhams et à doubler le nombre d'emplois générés par le secteur à plus de 30.000 emplois directs.

### **3. Energie**

Le secteur énergétique est l'une des principales faiblesses du Maroc, le pays exportant près de 90% de ses besoins. A cet effet, il a opté, sous la vision éclairée de Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste, pour des investissements conséquents dans les énergies renouvelables. Toutefois, ces dernières ne sont pas en capacité de répondre totalement aux besoins énergétiques domestiques, ce qui impose un mix-énergétique, permettant de réduire le recours aux énergies fossiles, qui couvrent actuellement une large partie de la consommation énergétique nationale. Il sied, à cet effet, de souligner que le Royaume jouit de capacités hydrauliques et solaires importantes.

Bien que des champs gaziers prometteurs aient été découverts, leur exploitation n'est pas encore en vigueur.

## **II. Fragilités auxquelles fait face le Maroc**

### **1. Contraintes de la natalité mondiale**

La population vieillissante des pays riches : A titre d'exemple, en Europe, en Chine et en Russie, la natalité est sur une pente décroissante, alors que le système économique actuel prône et repose sur le consumérisme.

A cela s'ajoute la raréfaction des ressources mondiales, qui nécessite un encadrement de la consommation mais également de la natalité.

A contrario, les pays dits en développement font face à une multiplication rapide de leur population, particulièrement en Afrique et en Asie du Sud ; intensifiant les pressions sur l'économie, l'emploi et l'urbanisation et stimulant la migration. Cette situation renseigne sur les débouchés futurs du continent africain, qui sera un pôle mondial de consommation, par sa densité démographique et ses potentialités intrinsèques.

Pour limiter les risques découlant de cette situation, l'éducation et la formation sont cruciales pour les pays en développement afin qu'ils soient à même de capitaliser sur les potentialités continentales. A cet égard, il est bon de rappeler que l'immigration, au-delà de son aspect économique, lèse les pays en développement de leurs « citoyens qualifiés », dont l'expertise profite aux pays développés. Cette problématique accentue le déphasage entre les pays en développement et ceux développés, dans la mesure où les premiers se retrouvent en manque d'une jeunesse qualifiée pour porter les différents chantiers socio-économiques.

Dans cette optique, le Maroc, dont les potentialités internes sont conséquentes, doit tenir compte de cet enjeu pour sa pérennité. A cet effet, la mise en place d'un écosystème économique viable est plus que jamais nécessaire afin de non seulement renforcer le tissu économique mais également offrir à la jeunesse qualifiée des débouchés professionnels solides.

### **2. Redistribution des cartes de l'économie mondiale**

La faiblesse de la croissance devrait persister à coût terme ; Les économies majeures seront confrontées à un essoufflement de leur modèle qui se base sur une main d'œuvre à bas coût, ce qui devrait entraîner une diminution des gains de productivité. Le modèle économique mondial actuel s'essouffle dans la mesure où le

consumérisme qui est prôné est freiné par de nouveaux paradigmes (*considérations écologiques*). A cela s'ajoutent les faiblesses de la mondialisation, mises à nu par la pandémie de Covid-19 et qui ont imposé un débat quant à la souveraineté économique des pays.

La limitation de la croissance menace la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, qui seront confrontés aux revendications populaires. Le Maroc se prépare certes à ces transformations, preuve en est, la nouvelle stratégie industrielle (*renforcement du capital marocain, décarbonatation de l'industrie, renforcement de l'export, politique de substitution des importations...*) ; cependant, il est nécessaire d'accélérer le pas afin de consolider le tissu industriel et ainsi créer une industrie nationale, qui sera à même de développer des produits à forte valeur ajoutée (*booster la croissance*).

### **3. Le progrès à l'épreuve des nouveaux paradigmes**

L'intelligence artificielle (IA) menace de changer les industries plus vite que les économies ne peuvent s'adapter. La robotisation des industries et d'autres secteurs professionnels ainsi que l'introduction de l'IA imposent de prévoir les changements drastiques que connaîtra le monde du travail, confronté à l'émergence de nouvelles technologies, qui vont remplacer l'humain.

Il sied de souligner que les avancées technologiques sont de plus en plus importantes mais surtout de plus en plus rapides, les paradigmes temporels (*court-moyen-long terme*) en vigueur durant le siècle dernier sont aujourd'hui obsolètes.

### **4. Montée de l'extrémisme**

La faiblesse de la croissance entraînera des tensions au sein des sociétés, le populisme augmentant à droite comme à gauche. Ce scénario donnera lieu à une rupture de la mondialisation et à une priorisation économique accentuée, où les Etats chercheront à tout prix à garantir leur pérennité. Cela présage également l'émergence de nouvelles alliances, portées par des intérêts géoéconomiques mais également une proximité culturelle.

Bien que dans les pays européens et asiatiques l'influence religieuse soit de moins en moins importante, elle devrait connaître une nouvelle dimension avec la montée du

populisme et le rejet de l'autre. Ex : (*Trump et les évangélistes aux Etats-Unis, Viktor Orban et l'identité chrétienne qui est son cheval de bataille en Hongrie, l'influence des Chiites...*).

Exception en Chine, entre autres, où la religion est renvoyée au second plan, au profit du pouvoir et de l'influence du Parti Communiste, qui centralise tous les pouvoirs.

### **5. Paradigmes de gouvernance**

Les réseaux sociaux, accessibles au grand public, ont étendu le nombre des acteurs capables de bloquer l'action publique (*appels aux boycotts...*), ce qui entrave la capacité de gouvernance d'un Exécutif, qui est confronté à la nécessité de satisfaire une population de plus en plus exigeante et qui a accès aux informations en direct.

### **6. Changement climatique et maladie**

L'intensification des climats externes, les tensions sur l'eau et le sol et l'insécurité alimentaire perturberont les sociétés, dans la mesure où les Etats seront confrontés à la raréfaction des ressources découlant d'une consommation importante de ces dernières mais également des turbulences climatiques, qui impactent directement le renouvellement naturel de ces dernières.

L'accroissement de la pauvreté et la mauvaise infrastructure sanitaire compliqueront le contrôle des maladies infectieuses, ce qui risque de favoriser leur propagation.

### **7. Sur le plan Régional**

Le conflit avec l'Algérie sur l'affaire du Sahara marocain et la fragilité de la sécurité dans la région entravent la mise en place de l'UMA et impactent le développement du pays. Le Royaume du Maroc évolue dans un environnement géostratégique où les pays limitrophes adoptent des positions inadéquates à la prolifération d'un écosystème d'unité et d'alliance.

La Tunisie doit trouver un compromis entre le Royaume et l'Algérie pour ne pas compromettre sa relation avec ses deux voisins.

Le cas de la Mauritanie est singulier dans la mesure où le pays souffre de faiblesses structurelles abyssales et d'une instabilité géoéconomique qui freine son évolution. Enfin, la Libye est un pays en ruine, après la chute de Gaddafi en 2011, sans réel pouvoir central fort, à même de contrôler complètement le pays. L'Algérie veut se positionner en tant qu'acteur clé dans le dossier Libyen, ce qui induit une position contraire à celle du Royaume et un activisme accru pour contrer les intérêts du Maroc.

Cet environnement impose au Royaume un perpétuel effort diplomatique pour contrer les manœuvres algériennes auprès des pays et des instances internationales. Il est indéniable que la rivalité entre les deux pays entraînera une course à l'armement, dans une conjoncture où la demande sociale est de plus en plus importante, à l'aune d'une crise sanitaire aux conséquences sans précédent.

### 8. L'Europe

La relation du Royaume avec l'Europe est de nature historique, commerciale et belliqueuse (*guerres*), ce qui a entraîné des liens ambigus entre les deux parties. Cette ambiguïté est d'autant plus problématique que la France et l'Espagne, deux puissances européennes, sont en étroite lien avec l'affaire du Sahara.

L'on remarque une redistribution des cartes dans la diplomatie du Maroc, qui se rapproche du Royaume-Uni économiquement, dans la continuité de l'établissement des relations avec Israël et l'appui des Etats-Unis. Le Maroc dépend, en partie, de ses exportations vers l'UE ; lacune qui pourrait être comblée par l'ouverture de voies maritimes vers le Royaume-Uni et la multiplication des échanges commerciaux avec l'Afrique et le Moyen-Orient (*ouverture d'une voie maritime avec l'Arabie Saoudite*)

Tout comme pour le Maghreb, où les pays doivent trouver un compromis entre leurs intérêts au Maroc et en Algérie, les Etats européens doivent faire de même, dans la mesure où leurs intérêts commerciaux se retrouvent confrontés à l'irrationalité de l'Algérie. Cette dualité dans l'approche européenne pousse le Royaume du Maroc à trouver de nouveaux points d'ancrage diplomatiques.

### 9. Analyse SWOT

Le Maroc, comme exposé ci-dessus, est un pays doté de plusieurs forces constituant de vrais leviers de développement. Il peut également saisir d'énormes opportunités à

## Rapport ATLAS

même de lui permettre d'accéder à un statut de puissance régionale. Mais ces forces et ces opportunités devraient être saisies en tenant compte d'innombrables faiblesses sur lesquelles il devrait se pencher rapidement ainsi que des menaces auxquelles il devrait faire face.

Cette analyse SWOT reprend la situation actuelle du Maroc et permet une analyse stratégique pour afin de définir le positionnement du Maroc positionnement dans son environnement concurrentiel, dans l'objectif de développer d'atteindre son ambition.

Forces	Faiblesses
<p>Stabilité politique</p> <p>La situation géographique du Maroc, à la fois comme pays méditerranéen, atlantique et africain, très proche de l'Europe et a mi-parcours entre l'Amérique et l'Asie, lui confère une position de carrefour et de jonction, avec son enracinement dans le monde arabe</p> <p>L'identité africaine et l'appartenance à l'hémisphère Sud, lui permet de jouer un rôle important dans la coopération Sud-Sud et particulièrement dans la coopération intra-africaine.</p> <p>Diplomatie active et soft power multicanal : culturel, religieux</p> <p>Coopérations sécuritaires principalement anti-terrorisme</p> <p>Forte armée et déployée dans le cadre de partenariats internationaux</p> <p>La diversité de l'économie marocaine et les acquis en matière d'expertise dans de nombreux domaines socioéconomiques.</p> <p>La solidité du système financier et l'existence de grands groupes privés et publics.</p> <p>Population jeune et active</p> <p>Richesses naturelles, en particulier en phosphates : Deux tiers de la réserve mondiale du phosphate</p> <p>Réformes multisectorielles et stratégies ambitieuses</p> <p>Connectivité et les infrastructures à travers les grands projets structurants : Ports, aéroports, autoroutes....</p> <p>Importante diaspora marocaine à l'étranger qui pourrait constituer des ambassadeurs du royaume</p>	<p>Economie ayant plusieurs contraintes : Déficit de la balance commerciale et faiblesse des secteurs exportateurs</p> <p>Poids prédominant de l'économie informelle</p> <p>Disparités territoriales accentuées Forte dépendance au secteur agricole qui subit les changements des conditions climatiques et un stress hydrique accru</p> <p>La faiblesse de la présence du Maroc dans les chaînes de valeurs mondiales : Forte dépendance aux intrants</p> <p>Climat des affaires à renforcer Problématiques sociales Taux élevé du chômage chez les jeunes</p> <p>Taux de pauvreté élevé</p> <p>Faiblesse de la couverture sociale et médicales chez la population Faiblesse de la contribution des femmes à l'économie et la gouvernance</p> <p>Système judiciaire en pleine réforme qui ne répond pas encore aux attentes</p> <p>Faiblesse du pouvoir d'achat</p> <p>L'accroissement de l'endettement du pays</p>

# Rapport ATLAS

Opportunités	Menaces
<p>Partenariat stratégique avec les USA, notamment la coopération militaire et sécuritaire ainsi que la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara par l'administration américaine sous Trump</p> <p>Partenariat stratégique avec Israël et les Emirats Arabes Unis dans le cadre des accords d'Abraham</p> <p>Développement des investissements marocains en Afrique</p> <p>Plusieurs accords de libre-échange avec des pays à niveau de développement différent.</p> <p>Statut avancé avec l'Union Européenne.</p> <p>Volonté d'instaurer un nouveau modèle de développement le NMD à horizon 2035</p>	<p>Voisinage hostile aux intérêts du Maroc : Algérie</p> <p>Impacts de la crise sanitaire sur l'économie nationale</p> <p>Impacts de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur l'économie nationale</p> <p>Fortes concurrences entre les pays pour le statut de puissances régionales : Turquie, Egypte, ...</p> <p>L'impact des effets du changement climatique (Sècheresse)</p> <p>Stress hydrique</p> <p>Augmentation de la facture énergétique avec forte dépendance aux matières premières importées</p>

## 10. Analyse PESTEL

Politique	Economique	Social	Technologique	Environnement	Légal
Stabilité politique	Croissance stable et modéré du PIB : une moyenne de 3,5% entre 2010 et 2020	Taux de chômage élevé : 12,1 en mars 2022	Le Maroc est en effet le 34ème pays le plus connecté au monde. Le taux de pénétration internet dépasse les 63%, soit 22,56 Marocains connectés. L'essentiel de cette connexion se fait via le mobile.	Signataire de l'Accord de Paris et lancement du Plan National Climat	Arsenal juridique favorisant le climat des affaires et l'attractivité des capitaux étrangers

## Rapport ATLAS

<p>Monarchie constitutionnelle dotée d'un parlement élu</p>	<p>Diversification sectorielle et positionnement sur de nouveaux secteurs industriels porteurs</p>	<p>Faiblesse du pouvoir d'achat : Amélioration de seulement 0,7% en 2022 sous l'effet de l'augmentation du taux de l'inflation</p>	<p>Accord de cyberdéfense conclu entre le Maroc et Israël en 2021</p>	<p>Organisation de la COP 22</p>	<p>Chantiers réglementaires : Code du travail, réforme de la protection sociale,</p>
<p>Politique budgétaire et politique monétaire permettant un contrôle de l'économie par l'état</p>	<p>Stratégies économiques volontaristes dans plusieurs secteurs d'activité : Industrie, tourisme, énergie, digital, agriculture...</p>	<p>Disparités territoriales</p>	<p>Signature de 13 protocoles d'accord entre le Maroc et Israël la technologie, l'agriculture et le climat en mai 2022</p>	<p>Plan national de la géologie</p>	<p>Le chantier de la mise à niveau des normes marocaines aux normes internationales enregistre un retard</p>



## Rapport ATLAS

Intervention modérée de l'état dans l'économie	Stratégie d'amélioration du climat des affaires depuis 2009 avec le comité national du climat des affaires sous la présidence du chef du gouvernement : le Maroc est 50 sur 190 en 2020 ;	Précarité sociale dû à l'occupation par plus de 36% de la population de l'activité informelle	Stratégie digitale et nouvelle marque Morocco Tech visant à valoriser le secteur du numérique et promouvoir le made in Morocco	Lancement de la deuxième phase de la Stratégie nationale de développement durable en 2022	Conventions et accords de coopération avec plusieurs pays
Modèle régionale en termes de gestion des crises politiques (Printemps arabe)	Taux d'endettement élevé	Taux de croissance démographique annuel de 1,25% à horizon 2040 voire 2050	Le Maroc est classé 5ème au niveau arabe et 70ème mondial, et 1er en Afrique du Nord en termes de dépôt de brevets en 2018 (rapport de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	Loi sur l'impact des activités sur l'environnement : loi n°12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement	Nécessité d'accélérer la réforme de la justice
Reconnaissance de plusieurs pays de la pertinence de la proposition du Maroc vis-à-vis du Sahara (Espagne par exemple)	Ouverture vers l'économie internationale : Une arme à double tranchant	La réforme de la protection sociale qui consiste à généraliser la couverture sociale,	Forte implication des établissements de la formation en matière d'innovation et de technologie : écoles d'ingénieurs, UM6P, Universités...	Des programmes de lutte contre la pollution de l'air, les déchets solides et industriels	Nécessité d'instaurer plus de rigueur pour combattre la corruption

## Rapport ATLAS

Ouverture de plusieurs consultants à Dakhla	Fort impact de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine sur l'économie nationale			Politique nationale en matière de lutte contre le changement climatique	
	Prédominance de l'économie informelle				
	Place financière classée première en Afrique				

## Chapitre IV : Scénarii, échiquiers et recommandations

### I. Les Scénarii

#### 1. Scénario catastrophe : Guerre avec l'Algérie

*On sait comment les guerres commencent mais on ne sait pas comment elles se terminent ni quel en serait le coût ?*

Rancœurs historiques et rivalités régionales, telles sont les principales caractéristiques des relations entre les deux pays voisins du Maghreb. Les tensions entre le Maroc et l'Algérie trouvent leurs origines dans plusieurs facteurs : Historique à travers l'animosité au sujet du Sahara, conflit déclaré le lendemain de l'indépendance de l'Algérie en 1963 au sujet de la revendication du Maroc pour le Sahara. En effet les premiers affrontements militaires appelés « La guerre des sables » ont marqué le début d'une guerre ouverte sur tous les fronts : Politique, diplomatique, économique et militaire (guérillas).

S'en est suivi plusieurs événements qui ont altéré davantage les relations entre les deux pays, à savoir la marche verte entamée par le défunt roi feu Hassan II, qui a pu mobiliser plus de 350 000 marcheurs marocains dans une marche pacifique, reprenant ainsi le Sahara, ce qui a résulté à la première rupture diplomatique entre le Maroc et son voisin de l'est.

Poussée par l'Algérie et la Libye, la création du Front Polisario en 1973, organisation revendiquant la représentativité du peuple sahraoui, mais ne disposant d'aucune reconnaissance des Nations Unies en tant que mouvement de libération, s'oppose aux revendications marocaines et va jusqu'à proclamer une République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) le 27 février 1976 à Bir Lahlou.

Les relations entre les deux pays ont été dégradées à la suite des attentats terroristes à Marrakech en 1994. Le Maroc a décidé d'expulser des Algériens ne possédant pas de carte de séjour, et a instauré des visas pour entrer sur son territoire. En réponse, l'Algérie ferme ses frontières avec le Maroc.

La création de l'union du Maghreb Arabe (UMA) en 1989 soufflait l'espoir d'un rapprochement entre les deux pays, mais l'UMA composée par l'Algérie, le Maroc, la Libye, la Tunisie et la Mauritanie, n'a pas pu atteindre les objectifs escomptés, à savoir : La consolidation des rapports de fraternité qui lient les Etats membres et

leurs peuples ; la réalisation du progrès et du bien-être de leurs communautés et la défense de leurs droits.

Dans les registres diplomatique et géopolitique, la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara par les États-Unis constitue une grande victoire pour Rabat. Cette reconnaissance américaine aurait été conditionnée par la normalisation des relations entre le Maroc et Israël, sous la forme des « accords d'Abraham » signé le 22 décembre 2020. L'Algérie perçoit cette déclaration et cette alliance entre Tel Aviv-Washington-Rabat comme une stratégie de déstabilisation à son encontre.

Sur le plan énergétique, il est à rappeler l'important gazoduc Maghreb Europe auquel l'Espagne, le Maroc, l'Algérie et le Portugal ont participé pour assurer un approvisionnement en gaz naturel à la péninsule ibérique, et par conséquent l'Europe. Aujourd'hui, la décision par Alger de fermer le gazoduc et d'avorter ce projet de coopération régionale, accentue la crise énergétique du Maroc et de l'Europe dans un contexte géopolitique et géoéconomique perturbé par la guerre d'Ukraine.

Après des mois de tensions exacerbées entre ces deux pays du Maghreb aux relations traditionnellement difficiles, l'Algérie décide en août 2021 de rompre ses relations diplomatiques avec le Royaume chérifien, accusant son voisin "d'actions hostiles" à son l'égard. Cette décision "unilatérale" dénoncée comme "injustifiée" par Rabat est la manifestation de la dégradation des rapports. Elle a en effet, ouvert le front pour une guerre informationnelle comme moyen de déstabilisation, l'Algérie accusant le Maroc de manœuvrer pour sa déstabilisation, en prétendant qu'il utilise l'argent de la drogue pour l'attaquer, qu'il provoque des incendies et qu'il soutient les Kabyles etc. Cette guerre informationnelle représente pour Alger, une vraie stratégie d'union nationale, pour détourner l'opinion publique des véritables problèmes socio-économiques, principalement les revendications du Hirak de 2019, envers un ennemi extérieur qui est le Maroc.

Sur le plan économique, malgré un potentiel énorme en termes d'échanges bilatéraux, les relations ambiguës entre les deux belligérants et la fermeture des frontières terrestres, maritimes et mêmes aériennes à la suite de la dernière décision algérienne, entravent tout développement de coopération économique.

Il est clairement démontré que le Maroc et l'Algérie sont dans une impasse géopolitique et diplomatique qui a des conséquences néfastes sur les économies respectives et la stabilité de la région du Maghreb.

Tenant compte des relations tendues, des politiques de déstabilisation de part et d'autre, ainsi que de la rivalité entre les deux pays sur un statut de puissance régionale, le déclenchement d'une guerre conventionnelle est aujourd'hui un des scénarios les plus désastreux, dont les conséquences seraient irréversibles pour l'ambition marocaine de devenir une puissance régionale.

Ce scénario de guerre avec l'Algérie pousse le Maroc à renforcer et moderniser son appareil militaire dans l'objectif de protéger son attractivité et ses projets stratégiques. En témoigne l'augmentation continue du budget général de la Défense nationale, qui est passé de 35,1 milliards de DH en 2019 à 45,4 milliards en 2020 et 47,4 milliards en 2021, pour s'établir à 45,1 milliards de DH en 2022.

En effet, dans le cas où l'Algérie provoque une guerre avec le Maroc, ce dernier malgré ses investissements militaires, et le soutien que pourrait apporter ses alliés à savoir les USA, Israël et les Emirats Arabes Unies, en particulier, risque de perdre des années d'avancées en termes d'infrastructures, de projets stratégiques (port Tanger Med, Aéroports, autoroutes...) et aura du mal à se relever pour atteindre l'ambition de devenir une puissance régionale.

L'Algérie quant à elle, pourrait s'appuyer sur l'aide de la Russie (achat d'armes) et de l'Iran mais sera dans une mauvaise posture vis-à-vis la communauté internationale.

Les conséquences seront également cataclysmiques pour les populations et le besoin d'émigration sera plus accentué que jamais, surtout vers les pays de l'Europe.

Sur le plan économique, le Maroc qui s'inscrit dans une dynamique beaucoup plus favorable et plus accentuée que l'Algérie, subira de plein fouet les retombées négatives d'une éventuelle guerre avec l'Algérie, et son appareil économique aura du mal à se réparer et se rétablir rapidement.

A noter également, que le Maroc sera confronté à de fortes dépenses militaires, ce qui risquerait d'aggraver le déficit budgétaire et d'entraîner le recours à l'endettement public : pour faire face au déficit public et compte tenu de l'affaiblissement des ressources publiques, le Maroc aura recours à l'endettement. Le déficit public et l'endettement public (insoutenables) hypothèqueront l'avenir des générations futures.

A cela s'ajoutent les risques liés à l'extrémisme violent et au terrorisme. En effet, le Maroc joue un rôle central dans la prévention et la lutte contre le terrorisme. Or une

éventuelle guerre entravera les efforts conjoints (Maroc et communauté internationale) pour lutter contre le terrorisme.

Par ailleurs, elle peut aggraver les risques liés à la criminalité économique et au blanchiment des capitaux.

Enfin, la guerre peut ne pas aider le Maroc à régler le problème de son Sahara. Or, il ne cesse de déployer des efforts considérables pour contrôler le restant de son Sahara et il a réalisé des succès sur le plan diplomatique : la reconnaissance de l'intégrité territoriale par les Etats Unis et d'autres Etats et qui ont eu d'importants changements sur le plan géopolitique.

### **2. Scénario Favorable : Le Maroc pays émergent**

**La Maroc est-il un pays émergeant ? quels sont les critères qui qualifient cette émergence ? telles sont les principales questions pour identifier les leviers à même de confirmer ce statut**

Le Maroc occupe le 20e rang mondial, le premier en Afrique (Devant l'Egypte et l'Afrique du Sud), selon l'Agility Emerging Markets Logistics Index 2022. Ce rapport qui classe les 50 principaux marchés émergents du monde, analyse les pays selon des critères de compétitivité globale, des atouts logistiques, de l'évolution du climat des affaires et le degré de préparation numérique.

Rank	Country	Domestic Logistics Opportunities	International Logistics Opportunities	Business Fundamentals	Digital Readiness	Overall Index Score
1	China	8.54	9.75	7.06	7.25	8.50
2	India	8.01	7.23	5.96	6.74	7.21
3	UAE	5.58	5.73	9.20	8.63	6.72
4	Malaysia	5.32	5.92	8.19	7.35	6.32
5	Indonesia	6.34	5.95	5.93	6.47	6.17
6	Saudi Arabia	5.35	5.51	8.16	7.07	6.14
7	Qatar	5.79	4.89	7.96	6.52	5.95
8	Thailand	5.13	6.01	5.82	6.54	5.78
9	Mexico	5.54	6.40	5.13	5.40	5.74
10	Turkey	5.28	5.87	5.87	5.96	5.69
11	Vietnam	5.02	6.01	5.48	5.75	5.55
12	Chile	4.87	5.17	7.17	6.14	5.55
13	Russia	5.20	5.67	5.51	5.89	5.53
14	Oman	4.92	4.89	7.26	5.69	5.41
15	Bahrain	4.99	4.68	7.30	5.16	5.28
16	Brazil	5.50	5.43	3.95	5.58	5.25
17	Kuwait	5.02	4.57	6.18	5.92	5.21
18	Philippines	5.00	5.25	4.38	5.99	5.16
19	Jordan	4.86	4.73	6.70	4.97	5.13
20	Morocco	4.59	5.00	6.81	4.34	5.04
21	Egypt	5.13	4.65	5.51	5.00	5.01
22	Kazakhstan	4.67	4.70	6.20	4.93	4.97
23	Uruguay	4.78	4.41	6.08	5.21	4.93
24	South Africa	4.69	4.95	5.00	5.17	4.91
25	Colombia	4.69	5.02	4.52	4.90	4.81

Source:Agility EmergingMarketsLogistics Index 2022

C'est au niveau de la catégorie « Business Fundamentals » que le Maroc s'est bien positionné, il s'agit d'évaluer l'ouverture, la robustesse, et l'équité du climat des affaires, selon des critères tels que l'environnement réglementaire, le cadre d'application des contrats, le niveau d'inflation, l'accessibilité au marché ou encore la stabilité intérieure. Le Royaume se classe au 9e rang mondial dans cette catégorie, avec un score de 6,81.

Le Maroc a engagé depuis plus de 20 ans, des transformations structurelles, tant au niveau social, qu'au niveau économique, en opérant plusieurs réformes :

- Au niveau institutionnel avec la nouvelle constitution de 2011, le code de la famille (Moudawana) et la réforme de la justice.
- Sur le plan énergétique et environnemental en faisant le pari des énergies renouvelables, à travers des ambitions majeures et des investissements colossaux.

<sup>15</sup>Source:Agility EmergingMarketsLogistics Index 2022

- Au niveau sociétal la réconciliation avec le passé à travers l'instance « équité et réconciliation »
- L'initiative pour le développement humain (INDH) a pour objectif d'améliorer l'ensemble des paramètres de l'indice de développement humain (durée de vie, niveau d'éducation et niveau de vie).
- La réforme du système de la sécurité sociale avec son élargissement pour toucher toute la population nationale
- Sur le plan religieux et pour contre carier un salafisme montant et dangereux, en adoptant un islam du juste milieu et en se positionnant en tant que pays de dialogue inter-religieux qui promeut un islam modéré.
- Sur le plan économique, il y a d'abord, les stratégies sectorielles : plan d'accélération industrielle et celui de la relance industrielle post covid (substitution à l'importation), Green génération, plan halieutis, stratégie touristique, stratégie de l'artisanat, stratégie portuaire, stratégie numérique..., lesdites stratégies ont été accompagnées par une stratégie africaine, visant le renforcement du positionnement du Maroc en tant que Hub régional vers l'Afrique et balisant le terrain du marché africain aux opérateurs économiques marocains, en s'appuyant sur l'atout diplomatique et l'image de marque du souverain.
- Les réformes de la fiscalité des entreprises, la construction d'un écosystème financier attractif ;
- Au niveau de sa souveraineté territoriale, le Maroc a engagé un vaste plan de développement des régions du sud, en concordance avec sa proposition du plan d'autonomie institutionnelle du Sahara occidental, qui est devenu une des bases du dialogue avec toutes les parties prenantes.
- Sur le plan des infrastructures, le déploiement d'un important réseau d'infrastructures : ports, autoroutes, ponts, chemins de fer, zones industrielles... Le Maroc est ainsi devenu un « hub » économique régional : 1er en Afrique du nord, 3e en Afrique et 6e dans le monde arabe en matière d'infrastructures.
- Le nouveau modèle de développement à l'horizon 2035 est la nouvelle vision pour un Maroc prospère, démontrant la volonté de renforcer ses capacités internes pour pouvoir atteindre ses ambitions de devenir une puissance régionale.

La richesse inclusive, le dynamisme économique, la transformation structurelle, et la bonne insertion dans l'économie mondiale, le dynamisme diplomatique sur la scène internationale, la capacité de résilience qu'a démontré le Maroc face à l'épidémie



mondiale due à la Covid-19 et un programme ambitieux pour renforcer ses capacités socioéconomiques internes (NMD) sont les ingrédients majeurs pour consolider la position d'un pays émergent.

Le Maroc devrait continuer à déployer ces différentes stratégies, en mettant en place des études d'impacts desdites stratégies, en œuvrant pour accélérer les chantiers de la régionalisation avancée, la déconcentration et la décentralisation, en renforçant les mesures de transparence dans son système judiciaire, et en mettant en place des solutions concrètes face à la corruption, à travers entre autres, l'accélération de la digitalisation de son administration tout en renforçant sa sécurité numérique.

Il est aussi important de renforcer les capacités de ses jeunes, travailler pour dédramatiser la culture de l'échec et œuvrer pour renforcer l'esprit de l'innovation et l'esprit entrepreneurial ainsi que le développement d'un écosystème solide.

Renforcer le rôle et les missions de la place financière afin de confirmer ce rôle de Hub régional vers l'Afrique.

L'aspect des ressources naturelles est primordial, le Maroc devrait repenser son agriculture, secteur dont dépend fortement son économie, et qui fait face à des changements climatiques et une pénurie d'eau ; cette pénurie d'eau constitue un réel défi pour les générations futures en l'absence d'une vraie stratégie en la matière.

Il est également nécessaire de moraliser davantage la vie politique, d'impliquer la population et les jeunes en particulier dans les processus de prise de décision.

Le NMD s'avère un projet ambitieux mais les bases de son exécution devraient d'ores et déjà être mises en place, en mobilisant toutes les parties prenantes : secteur public, secteur privé et société civile.

Sur le plan diplomatique, le Maroc adopte une posture qui lui confère des avantages par rapport à son voisin de l'est, soit par rapport à sa souveraineté territoriale ou en relation avec différentes questions à l'international, il devrait donc capitaliser sur les acquis pour accélérer la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara.

En termes de Soft Power, Il convient de poursuivre la dynamique positive de la place du Royaume sur la scène internationale. Se doter d'une vraie stratégie d'influence culturelle et religieuse et la dynamiser davantage ne pourrait que faciliter l'accès aux marchés africains, et pousser les opérateurs pour plus de conquête de ce marché.

Il convient également de capitaliser sur les avancées avec Israël en s'appuyant sur de nouveaux ambassadeurs influents, de nouveaux lieux d'expression, de nouveaux porte-parole.

Le risque de ce scénario est que si le Maroc réduit son ambition en tant que puissance régionale et reste sur un modèle de développement modéré, d'autres puissances vont émerger et gagneront en hégémonie, le Maroc subira donc les pressions sur son économie, voire même sur sa souveraineté territoriale, dans un monde en quête de ressources naturelles et en pleine guerre économique.

### 3. Scénario très favorable : le Maroc puissance régionale à horizon 2040

Le Maroc a affiché sa volonté de devenir une puissance régionale à horizon 2035, à travers son dernier rapport présentant sa vision de développement : le Nouveau modèle de développement.

le NMD stipule clairement : Le Maroc puissance pionnière forte par les capacités de ses citoyens et au service de leur bien-être.

Référence régionale  
enseignement  
supérieur/recherche



16

Société



Champion  
de l'énergie compétitive  
et verte



Pôle financier  
Régional



Made in  
Moroc



Ce nouveau modèle de développement propose de s'inspirer de la vision de l'avenir, en tenant compte des acquis consolidés, des faiblesses à combler et des risques à anticiper. Pour ce faire, plusieurs leviers intrinsèques ont été posés et cinq paris d'avenir ont été identifiés : Une ambition d'un Maroc prospère, un Maroc des compétences, un Maroc inclusif, un Maroc Durable et un Maroc audacieux avec des projections d'avenir sur le numérique, sur l'Energie sur la place financière, sur le savoir, sur le Made in Morocco etc...

<sup>16</sup> Présentation du Nouveau Modèle de Développement du Maroc (NMD) par le Président de la Commission Spéciale sur le modèle de développement



Par ce rapport, le Maroc ambitionne de s'attaquer aux facteurs intrinsèques qui devraient être les facteurs de réussite pour sa percée régionale, en se penchant sur des questions sociales, économiques, gestion des ressources humaines et des ressources naturelles.

Le président de la Commission Spéciale du Modèle de Développement a indiqué que «notre positionnement géographique, notre patrimoine culturel, nos valeurs religieuses en harmonie avec les valeurs humaines nobles, ainsi que les liens forts et séculaires entre la Monarchie et le Peuple, qui ont été le socle des grandes transformations qui ont jalonné la trajectoire de développement de notre pays à travers son histoire, sont tous des facteurs qui ouvrent la voie au Maroc pour se hisser au rang des pays pionniers qui incarnent les valeurs de dialogue, d'ouverture et de partenariat, au service du bien-être de ses citoyens et en contribution à la construction d'un monde meilleur». Cette déclaration résume les atouts du Maroc sur lesquels il devrait s'appuyer pour réussir sa transformation sociétale et économique ainsi que les objectifs tracés à travers le NMD, pour se hisser aux rangs des pays développés à horizon 2035.

Classé 55ème puissance militaire sur 140 pays dans le monde, par le Global Firepower en 2022, il est également la 4ème puissance militaire africaine après l'Égypte l'Algérie et le Nigeria. En effet, l'Algérie consacre beaucoup plus d'investissements en termes de dépenses militaires que le Maroc : 90 milliards de dollars entre 2010 et 2020 pour l'Algérie, 35,6 milliards de dollars sur la même période pour le Maroc.

Le conflit autour du Sahara constitue l'une des principales raisons de cette "course" à l'armement, bien que l'Algérie tende à faire croire qu'elle repose plutôt sur les raisons liées aux conflits au Sahel.

## II. Echiquiers : Présentation et Analyses

### 1. Les Echiquiers : Présentation

Présentation de l'échiquier économique, politique et sociétal

#### 1.1. Echiquier politique

	Engagé	Alliés	Avocat	Neutre	Hésitant	Contradictoire	Opposant
Engagé	Maroc						
Allié		Pays ayant ouvert ou annoncé l'ouverture d'une représentation diplomatique au Sahara marocain					
Avocat			France Espagne Allemagne Portugal Arabie Saoudite Qatar				
Neutre				Italie Royaume Uni Chine			
Hésitant					Russie		
Contradictoire						Nigéria	
Opposant							Algérie Afrique du Sud

# Rapport ATLAS

## 1.2. Echiquier économique

	Engagé	Alliés	Avocat	Neutre	Hésitant	Contradictoire	Opposant
Engagé	Maroc						
Allié		Union Européenne: Espagne France Italie Allemagne					
Avocat			USA Canada Italie Royaume Uni Chine Arabie Saoudite Qatar Turquie Tunisie Accord Agadir				
Neutre				CEDEAO			
Hésitant					Russie		
Contradictoire						Afrique du Sud	
Opposant							Algérie

# Rapport ATLAS

## 1.3. Echiquier sociétal

	Engagé	Alliés	Avocat	Neutre	Hésitant	Contradictoire	Opposant
Engagé	Associations et sociétés civiles marocaines						
Allié							
Avocat			World Action for Refugees (Sahara Occidental) .ANDREWMARC ROSEMARINE, britannique spécialisé en droit international .Rafael Martinez Campillo, Juriste espagnol .International Security Observatory				
Neutre							
Hésitant					Institut Allemand des Affaires Internationales et de Sécurité		
Contradictoire						.Forbidden Stories .Amnesty International .Reporters sans frontières	
Opposant							.Association des amis de la RASD .Association des journalistes algériens solidaires avec le peuple sahraoui .Australia western sahara association .Human Rights

## 2. Analyse des échiquiers

L'approche adoptée pour établir les échiquiers repose les critères ci-après :

- Relations et accords commerciaux passés avec le Maroc ;
- Flux d'investissement ;
- Positions par rapport au Sahara marocain.

Le repositionnement du Maroc sur l'échiquier tant économique que politique et sociétal passe par la consolidation de ses relations avec les pays alliés (France et pays arabes) et la dynamisation de ses relations avec les pays neutres, hésitants et contradicteurs (Allemagne et Espagne et certains pays africains).

### 2.1. Par rapport à l'espace européen

L'Union européenne (UE) est un allié stratégique du Maroc. Cette alliance remonte à 1969, avec la signature d'un accord commercial. En 1996, le Maroc et l'UE ont signé un accord d'association. Ce partenariat a été marqué en 2005 et 2008 par le « Statut avancé ». Cette relation bilatérale n'est pas seulement économique et commerciale, mais aussi diplomatique et politique.

Au sein de l'UE, c'est l'Espagne qui constitue le premier partenaire commercial du Maroc. La France est aujourd'hui le deuxième partenaire. Viennent ensuite le Portugal et l'Italie. La proximité géographique de l'Europe et sa position géographique et géopolitique avantageuse explique la relation privilégiée du Maroc avec l'UE. Toutefois, la balance commerce est structurellement déficitaire vis-à-vis de ces pays (et d'autres pays de l'UE), et ce malgré les efforts d'industrialisation du Maroc, notamment durant ces dernières années.

Pour améliorer sa position concurrentielle, le Maroc doit, donc, reconsidérer son positionnement sur l'échiquier économique. C'est ainsi que le Maroc tente de se positionner dans le développement des métiers mondiaux dans 6 secteurs, à savoir l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, les textiles et cuirs et l'agroalimentaire, et ce depuis le pacte national pour l'émergence industrielle de 2009.

Le Maroc a également renoué en 2022 ses relations avec l'Allemagne après avoir été suspendues depuis octobre 2021. Outre les acquis politiques et diplomatiques, le rétablissement des relations avec l'Allemagne va donner un nouvel élan à la coopération entre les 2 pays, notamment dans le domaine de l'énergie renouvelable. En effet, outre l'amélioration de la position de l'Allemagne sur le Sahara marocain, la

relation avec l'Allemagne peut contribuer au renforcement du partenariat avec le Maroc en matière d'énergie propre, notamment d'hydrogène vert. D'autant plus que, l'Allemagne a annoncé en juin 2020 un investissement de 9 milliards d'Euros pour devenir numéro Un de l'hydrogène (vert) d'ici 2040.

De même, le rétablissement des relations entre le Maroc et l'Espagne qui étaient sous tensions suite à l'affaire Brahim Ghali (responsable militaire du POLISARIO ayant été admis dans un hôpital espagnol) constitue un soutien au Sahara marocain et contribue également au renforcement des relations commerciale et économique entre les deux pays. En effet, le leadership du Maroc en matière de migration et sa stratégie d'influence ont conduit à une nouvelle position de l'Espagne quant au conflit du Sahara marocain.

### 2.2. Amélioration du positionnement du Maroc au niveau Africain

Pour se positionner dans l'échiquier et aspirer au statut de puissance régionale, le Maroc a réintégré l'Union africaine le 30 janvier 2017 et a demandé son adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) les 5 et 6 juin 2017.

Ce rapprochement avec les pays de l'Afrique sub-saharienne a permis au Maroc de diversifier ses relations internationales. De même, le Maroc a conclu de nombreux accords et partenariats avec des pays africains.

Cette nouvelle stratégie politique, diplomatique et économique du Maroc envers l'Afrique confirme sa vocation africaine sous le règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Elle est également porteuse de nombreux avantages. Ainsi, de nombreux pays ont retiré leur reconnaissance de la RASD et ont ouvert ou annoncé l'ouverture de représentation diplomatique dans Sahara marocain (DAKHLA et LAAYOUNE). Les représentations diplomatiques au Sahara marocain se présentent comme suit :

- **Représentations diplomatiques inaugurées à Dakhla :** la Gambie, la Guinée, la République de Djibouti, la République du Liberia, le Burkina Faso, la République de Guinée Bissau, la République de Guinée Équatoriale et la République;
- **Représentations diplomatiques inaugurées à Laâyoune:** le Bahreïn, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini, le Gabon, , Sao Tomé-et-Principe, l'Union des Comores, Zambie, et certains pays arabes (les Émirats arabes unis, la Jordanie).



Dans ce nouveau contexte géopolitique africain (post-Kadhafi), le Maroc a également changé de stratégie, même au niveau des pays africains qui continuent de soutenir la RASD. C'est dans ce cadre que s'inscrit le recours au projet de gazoduc Nigeria-Maroc. Ce projet, en cours de gestation, permettra au Maroc, entre autres, de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz, surtout dans un contexte marqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine et ses conséquences sur les exportations énergétiques Russes. Ce projet Gazoduc Maghreb Europe (GME) approvisionnera également environ 15 pays africains, l'Espagne et d'autres Etats européens.

### 2.3. Autres Améliorations

- **Repositionnement suite à l'accord tripartite Maroc-USA-Israël**

La signature de l'accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats Unis et la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara par ces derniers, en échange de la normalisation de la relation Maroc/Israël constitue un tournant important. En effet, le 4 Décembre 2020, l'ex président des Etats Unis Donald Trump réaffirme que «la proposition d'autonomie du Sahara marocain est sérieuse, crédible et réaliste». Ce succès diplomatique et politique impulse une nouvelle dynamique au développement économique du Maroc, notamment dans les provinces du Sud; d'autant plus que les Etats Unis prévoient l'ouverture d'un consulat américain à Dakhla.

- **Repositionnement sur l'échiquier sociétal**

Même si certains acteurs (associations, journalistes, ou encore de plateformes d'associations *et* de journalistes,...) n'ont pas les moyens et le poids politique et économique pour influencer un pays, ils constituent une gêne pour le Maroc. C'est le cas de Forbidden Stories, Amnesty International, Reporters sans frontières. A cela il faut ajouter certains instituts et associations allemands, à titre d'exemples : l'Institut Allemand des Affaires Internationales et de Sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik) et autres fondations politiques allemandes. La reprise de la relation entre le Maroc et l'Allemagne suite au changement du gouvernement allemand en décembre 2021 (et qui est favorable au plan d'autonomie marocain de 2007) est susceptible de permettre le changement de la position de ces acteurs.

Outre la voie judiciaire, le changement du comportement de ces acteurs nécessite la mise en place des stratégies d'influence à travers des relations publiques et du lobbying.

Il sied à rappeler que grâce à son engagement en faveur de la paix et dans la lutte contre le terrorisme et sa collaboration dans la lutte contre l'immigration clandestine et des questions relatives à l'environnement, le Maroc a conclu une série d'accords de coopération et de partenariats avec de nombreux pays : des accords de coopération

avec des pays développés et émergents mais aussi des accords de coopération avec pays du Sud, notamment avec des pays africains, asiatiques et de l'Amérique Latine. Cette coopération Sud/sud, contrairement à la première forme de coopération, est fondée sur la solidarité et permet aux pays du Sud de faire face à des problèmes de développement communs.

### III. Principales recommandations

Pour que le Maroc puisse confirmer un statut de puissance régionale à horizon 2040, en plus de ses réformes socio-économiques, il est nécessaire qu'il puisse confirmer sa souveraineté territoriale à travers la reconnaissance par les Nations Unies de la marocanité du Sahara, sans qu'il soit obligé de passer aux armes conventionnelles avec son voisin du sud, pour cela, le volet diplomatique et économiques sont les principaux leviers, avec l'appui d'un soft power et d'un lobbying actif pour sa cause nationale.

D'autres recommandations de leviers de puissance que le Maroc pourrait amorcer pour atteindre le statut de puissance régionale sont comme suit :

- Le leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed IV, en particulier son statut d'Amir Almouminine. Ce statut est d'une valeur spirituelle inouïe auprès de plusieurs pays africains, prônant des racines chérifiennes mais également un islam modéré.
- La politique énergétique du royaume : les défis énergétique et climatique font désormais partie des priorités des pays à l'échelle internationale, le Maroc qui a opté pour une politique volontariste de légiférer, d'investir, de développer et de promouvoir une Energie verte et propre, en exploitant ses différentes potentialités naturelles et humaines, prône un statut de pays leader sur la scène africaine, voire mondiale : Energies solaire, énergie éolienne et hydrogène vert.
- Le changement de paradigme sur le plan sociétal et culturel en ouvrant pour plus de tolérance face à l'échec afin de faire émerger une culture entrepreneuriale et réduire la pression de la société.
- La prise de risque par le secteur privé constitue également un des principaux facteurs permettant de développer l'économie.
- Le renforcement de l'économie de savoir en créant des ponts entre le monde académique et le monde professionnel, afin d'impulser l'innovation et la création de valeurs et de richesses.
- Le déploiement de la politique de souveraineté industrielle de manière plus agressive avec un changement de paradigme

- Sur le plan international, le Maroc devrait profiter pleinement des accords d'Abraham avec Israël pour se positionner dans l'industrie militaire, renforcer son arsenal technologique sur les plans militaires, cybersécurité. Il peut également profiter de l'expérience israélienne en termes de gestion d'eau et d'innovation dans le secteur agricole.
- Le Maroc devrait développer davantage ses relations avec les pays des 4 confinements afin de diversifier ses partenaires économiques et politiques.
- Il est nécessaire d'amorcer d'une manière plus active et surtout plus coordonnée ces leviers de Soft Power, notamment sur les plans religieux et culturel.
- L'accélération et la multiplication des partenariats avec les pays Africains à la suite de la réintégration de l'Union Africaine.
- Agir sur le levier du commerce transfrontalier et international en profitant des plateformes portuaires (Tanger Med, Nouveau port de Dakhla, Marchika) afin de renforcer et diversifier ses coopérations économiques et géostratégiques (Russie, Zlecaf, Amérique Latine...).

### Conclusion générale

2040 c'est aujourd'hui! et le Maroc, à travers ses chantiers de réformes et de modernisation, aussi bien sur le plan économique, social et environnemental qu'à travers ses stratégies diplomatiques, militaires et d'influence, s'inscrit clairement dans une ambition de devenir une puissance régionale, tirant profit de ses atouts historiques, géographiques et géopolitiques.

Pour atteindre cette ambition, le Maroc a pris conscience de ses principaux défis et œuvre à les transformer en de véritables leviers de croissance et de développement, sous la conduite et le leadership de son souverain, le Roi Mohammed VI. Ainsi, grâce à son ouverture sur le reste du monde, à sa nouvelle stratégie africaine globale et renouvelée, à sa volonté affichée de hisser le niveau de sa population, de moderniser son économie, à sa diversité culturelle et à sa diplomatie religieuse, le Maroc a tous les atouts pour prétendre au statut de puissance régionale à l'horizon 2040.

## Annexes

**Annexe1:** Discours de SM le Roi Mohammed VI du 18 Février 2022, dont lecture a été donnée par M. le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger à l'occasion du 6ème sommet Union européenne (UE)- Union Africaine.

*"Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;*

*Excellences, Mesdames et Messieurs ;*

*C'est tout naturellement en s'inscrivant dans le sens de l'histoire et de l'exigence d'un destin partagé que le Maroc s'adresse simultanément à l'Afrique à laquelle il appartient et à l'Europe, partenaire voisine et immédiate.*

*L'éducation, la culture, la formation professionnelle, la mobilité et la migration : telles sont les priorités de Notre action : au Maroc, en Afrique et dans le cadre de Notre partenariat avec l'Union Européenne.*

*D'abord et avant tout, parce que c'est sur la jeunesse – notre capital humain – que ces thématiques convergent et que c'est pour elle que le Partenariat entre les deux continents doit investir, pour atteindre son plein potentiel.*

*Ensuite, parce que ces secteurs majeurs ont été touchés de plein fouet par la pandémie, ce qui exige de nous une action commune d'envergure.*

*En premier lieu, dans le domaine de l'éducation, rappelons que 94% des élèves du monde ont subi les fermetures des établissements au plus fort de la pandémie. Il nous appartient de sanctuariser la continuité de l'enseignement, en tenant compte du nouveau contexte de transformation digitale de l'éducation. Cette exigence générale est particulièrement vitale en Afrique où 50% de la population ont moins de 20 ans.*

*Par ailleurs, nos écoles, nos universités et nos établissements de formation professionnelle ont besoin, au même titre que nos économies respectives, d'une relance robuste, pour rattraper les quelque 1.800 milliards d'heures d'apprentissage perdues.*

*En outre, la pandémie n'a pas non plus épargné la culture, en termes économiques d'abord, du point de vue de son accès ensuite : en ce domaine, le choc a été considérable. Il s'agit donc aujourd'hui de*

## Rapport ATLAS

*rétablir les coopérations culturelles, afin de relancer le secteur – véritable levier de rapprochement en Afrique, en Europe et entre l’Afrique et l’Europe.*

*Enfin, la pandémie a démontré qu’en termes de mobilité, les migrants ne portent pas atteinte à l’économie. Ils ont même un impact positif, pour les pays d’accueil – où ils sont souvent des “travailleurs essentiels” - et pour leurs pays d’origine. Il faut donc appréhender la question de la migration pour ce qu’elle est : non pas seulement un défi, mais bien plutôt un condensé d’opportunités.*

*Nous l’affirmons avec d’autant plus de conviction qu’en Notre qualité de Leader de l’Union Africaine sur la Question de la Migration, nous avons toujours souhaité dissiper les malentendus. Telle est d’ailleurs la vocation de l’Observatoire Africain des Migrations, dont Nous avons impulsé la création : objectiver les données ; rétablir les vérités ; concilier les intérêts de l’Afrique et de l’Europe lorsqu’ils semblent contradictoires et substituer, au tout-sécuritaire, le continuum mobilité-développement, dans l’esprit humaniste du Pacte de Marrakech.*

*Excellences, Mesdames et Messieurs,*

*Garantir l’éducation, accélérer la formation et l’employabilité de notre jeunesse, promouvoir la culture, ordonner la migration et la mobilité constituent l’enjeu du Partenariat entre l’Union Africaine et l’Union Européenne.*

*C’est avec ces objectifs porteurs d’avenir que notre approche du partenariat doit se mettre en phase. Ni l’Afrique ni l’Europe ne peuvent les atteindre en agissant de manière isolée. Notre responsabilité est commune. Notre intérêt ne l’est pas moins.*

*Puissent nos débats d’aujourd’hui être un pas dans cette direction. Car, la vraie richesse du partenariat entre l’Union Africaine et l’Union Européenne, n’est pas de réunir 81 pays ; c’est de les engager résolument vers la paix, la stabilité et la prospérité partagée ; c’est-à-dire, vers l’avenir de tous les citoyens, africains et européens”.*

### **Annexe 2: Tableau des références bibliographiques et web**

Nom de l’auteur	Date de publication	Titre de l’ouvrage	Edition	Nature
Arthélémy Courmont	2010	Géopolitique du Japon	Editions Artège	Ouvrage
Lagarrigue, Delphine	2014	La diplomatie de la Corée du Sud : Contexte et enjeux	Editions du Cygne	Ouvrage
Pierre Vermeren	2016	Chronologie du Maroc contemporain (1912-2016)	Collection : Repères	Ouvrage
Christophe Sidiguitiebe	nov-14	Les étapes décisives de l’indépendance du Maroc	Telquel magazine	Magazine

## Rapport ATLAS

Ali moutaib	mars-21	Du Maroc au Qatar, les pays arabes rêvent de puissance	Jeune Afrique	Magazine
Abdelaaziz AIT ALI Yassine MSADFA	mars-19	La transformation structurelle au Maroc et Chaînes de Valeurs Mondiales : Une vulgarisation du débat	POLICY CENTER	POLICY PAPER
Khalid Chegraoui, Rida Lyammouri & Maha Skah	oct-20	Emerging powers in Africa key drivers, differing interests, and future perspectives	Policy Center for the New South PCNS & Atlantic Council's Africa Center	POLICY PAPER
Christian Harbulot, Alice Lacoye	2008	La guerre économique, un instrument des stratégies de puissance	Éditions Choiseul   « Géoéconomie »	Article
Omar Brousky	juil-19	Un si long règne Maroc. Hassan II, « pote » et despote	magazine orient XXI	Article web
Bernard Guetta	juil-99	C'est presque une démocratie que Hassan II lègue à Mohamed VI	Le temps.ch	Article web
Pauline Chateau	mars-22	Classement PIB : quelles sont les puissances mondiales en 2022 ?	journaldunet.com	Article web
Lahcen Haddad	oct-21	Le Maroc sous le règne de S.M. le Roi Mohammed VI : des pas de géant vers l'émergence économique	Challenge.ma	Article web
Marie-France Réveillard	juil-19	Maroc : le roi en fer de lance de la diplomatie	Latribune.fr	Article web
Imane Bouhrara	déc-15	Diplomatie économique : Mohammed VI, un Ambassadeur très convaincant	Challenge News Hebdo	Article web
NAWFAL LAARABI	juil-19	Tanger Med 2 : Le Maroc au coeur de l'équation géopolitique mondiale	le1.ma	Article web
Aziz Boucetta	avr-21	Le Maroc est une île	lodj.ma	Article web
Larabi Jaidi	1992	L'industrialisation de l'économie marocaine : acquis réels et modalités d'une remise en cause	Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Éditions du CNRS; Collection : Connaissance du monde arabe	Article web
Alain Piveteau	févr-18	Au Maroc, l'épreuve politique d'une industrialisation importée ( p. 75-96)	N° 266: Afrique-contemporaine.info/	Article web
Ahmed Iraqi	janv-20	Géopolitique des investissements marocains en Afrique: Entre intérêt économique et usage politique	L'Harmattan	Article web

## Rapport ATLAS

Pascal Chaigneau; Khalid Chegraoui; Eugène Berg; Rodolphe Monnet; Mohamed Loulichki; Jacques Graveriau; Larabi Jaïdi; Jérémy Ghez; Olivier Tramond; Abdelhak Bassou; Niagalé Bagayoko; Alain Oudot de Dainville; Jérôme Evrard;	oct-21	Dialogues Stratégiques : Les Rivalités de Puissance en Afrique - L'Afrique face au Terrorisme	Policy Center for the New South,HEC Center for Geopolitics	Article web
MICKAEL LESAGE	janv-22	Cool Japan : la stratégie d'influence du Japon	journaldujapon.com/	Article web
Jana Jabbour	avr-20	La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions (pages 99 à 108)	Politique étrangère: Institut français des relations internationales	Article web
JEAN MARCOU	2022	La Turquie, une nouvelle puissance africaine	orientxxi.info	Article web
Bouzit Rachid	2022	Turquie : une puissance stratégique à l'influence grandissante	vl-media.fr	Article web
Meliha Benli Altunişik	2011	La question du « modèle turc » ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient (pages. 127-146)	CNRS Éditions, Collection : CNRS Alpha	Article web
Béatrice Giblin	2013	LA TURQUIE, PUISSANCE RÉGIONALE ÉMERGENTE ?	Hérodote.org n° 148	Article web
Ha Young Chool, Traduit de l'anglais par Laurent Amelot	févr-14	L'évolution historique de la Corée du Sud en tant que puissance intermédiaire( pages 243 à 252)	Outre-Terre- Ghazipur	Article web
Direction du trésor- Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	avr-22	CORÉE DU SUD; Indicateurs et conjoncture	.tresor.economie.gouv.fr	Article web
Amine Ater	mars-22	Prospective de la FMES : Scénario de guerre entre le Maroc et l'Algérie	lopinion.ma	Article web
Edouard Yziquel	nov-21	Evolution du rapport de forces entre l'Algérie et le Maroc	EGE.FR	Article web
Pascale Boniface	nov-21	Scénario de guerre entre le Maroc et l'Algérie	Media24.com	Article web
Rapport de groupe interparlementaire d'amitié N°155	mai-19	Maroc 1999-2019 : vingt ans de modernisation	Sénat.fr	Article web
Jacques Leclerc	27/12/2021	Etat d'ISRAEL		Article web



## Rapport ATLAS

Frédérique Schillo	01/12/2011	Eretz Israel et la France, Puissance méditerranéenne. De l'obstacle à l'alliance de combat sur la Méditerranée (1946-1956)	<a href="https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asia/israel-4biblio.htm">https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asia/israel-4biblio.htm</a>	Article web
Ambassade d'Israël - Belgique et Luxembourg	2010	L'ETAT: L'armée de défense d'Israël	<a href="https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2010-3-page-69.htm">https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2010-3-page-69.htm</a>	Article web
Pascal de Crousaz	13/10/2008	Israël : la doctrine du « combat disséminé ». Vers une sur-violence sans rationalité militaire ?	<a href="https://embassies.gov.il/Bruxelles/AboutIsrael/State/Pages/L-ETAT-%20L-armee%20de%20defense%20d-Israel.aspx">https://embassies.gov.il/Bruxelles/AboutIsrael/State/Pages/L-ETAT-%20L-armee%20de%20defense%20d-Israel.aspx</a>	Article web
Abdelwahab BIAD	2006	L'ARMEMENT NUCLÉAIRE ISRAËLIEN UN TABOU	<a href="https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2008-1-page-76.htm">https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2008-1-page-76.htm</a>	Article web
Igor DELANOE	11/07/2019	Russie-Israël : la Syrie, nouvel enjeu structurant de la relation israélo-russe	<a href="https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/07/afri2005_biad.pdf">https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/07/afri2005_biad.pdf</a>	Article web
Direction générale du Trésor Français	09/05/2022	Innovation en Israël	<a href="https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/russie-israel-syrie-nouvel-enjeu-structurant-relation-israelo-russe-2019">https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/russie-israel-syrie-nouvel-enjeu-structurant-relation-israelo-russe-2019</a>	Article web
L'Atlas Sociologique Mondial	28/02/2022	Classement des Etats du monde par puissance militaire	<a href="https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IL/innovation-en-israel">https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IL/innovation-en-israel</a>	Article web
BENJAMIN AUGE	nov-20	Relations Israël-Afrique : que retenir de la décennie Netanyahu	<a href="https://atlasocio.com/classements/defense/puissance-militaire/classement-etats-par-puissance-militaire-monde.php">https://atlasocio.com/classements/defense/puissance-militaire/classement-etats-par-puissance-militaire-monde.php</a>	Article web
Dana ALLIN ET Steven SIMON	2005	COMPRENDRE LE DES ETATS-UNIS ENVERS ISRAËLSOUTIEN	Institut Français des relations Internationales	Article web
Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement EDR	sept-20	Études économiques de l'OCDE - Israël	<a href="https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/AFRI%2025.pdf">https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/AFRI%2025.pdf</a>	Article web
NEOTOPO	17/05/2016	La toponymie politique entre soft et hard power	<a href="https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/ISRAEL-2020-OECD-economique-synthese.pdf">https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/ISRAEL-2020-OECD-economique-synthese.pdf</a>	Article web
La Commission spécialisée sur le modèle développement du Maroc	04/2021	Le nouveau modèle de développement	<a href="https://www.csmd.ma/documents/Rapport-General.pdf">https://www.csmd.ma/documents/Rapport-General.pdf</a>	Rapport



